

front rouge

ORGANE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE
RÉVOLUTIONNAIRE (marxiste-léniniste)



racisme
oppression
expulsion ...

ÊTRE IMMIGRÉ EN FRANCE

Sommaire

- *Editorial*..... P . 3
- *Interview du Secrétariat
Politique du PCR-ml*..... P . 6
- *Le front de lutte
contre la crise*..... P . 10
- *Un bilan d'activité*..... P . 13
- *Le crédit à la consommation*..... P . 14
- *Le 37^e Congrès de la CFDT
un tournant ?*..... P . 18
- *Racisme, oppression, expulsion
Être immigré en France*..... P . 23
- *Election au Portugal :
Les feux du couchant*..... P . 30
- *Halte à l'agression syrienne
au Liban*..... P . 32
- *Le film chinois : Rupture*..... P . 36
- *Roman : Les enfants de Xisha
(Haoran)*..... P . 37
- *Haoran : Ma plume au service
du prolétariat*..... P . 38

Front Rouge
Organe Central
du Parti
Communiste
Révolutionnaire
(marxiste-
léniniste)

Abonnements
voir tarifs et fiche spéciale
en dernière page
Adressez votre fiche à
Front Rouge
BP 161
75864 Paris cédex 18

Comité de Rédaction

Max CLUZOT
(Directeur Politique)

Christine VAIVRE
(Secrétaire de Rédaction)

Annie COSSIN

Gabriel FERRÉOL

Michel FLORAC

Jean-Pierre MORVAN

Guy MORY

Stéphane RAYNAL

Bertrand REY

Charles VILLAC

Jean-François VITTE

DÉFENSE NATIONALE

LES ABANDONS DE GISCARD D'ESTAING

Trois éléments nouveaux sont venus préciser ces derniers mois les orientations en matière de politique militaire de l'impérialisme français : il s'agit du discours du chef d'état-major des armées, Méry, devant l'institut des hautes études de défense nationale, du discours prononcé par Giscard devant le même institut, enfin du débat au parlement sur la loi de programmation militaire 77-82 au mois de mai dernier. Il ne faut d'ailleurs pas s'étonner que ce débat devant le parlement ait précédé la publication du discours de Méry (pourtant prononcé deux mois avant), et celle du discours de Giscard : visiblement, les nouveaux responsables de la politique de l'impérialisme français, ne se souciaient guère d'explicitier clairement leurs choix devant un parlement où ils savent qu'ils dégageraient difficilement une majorité pour entériner les orientations atlantistes prononcées qu'ils veulent donner à la politique militaire de notre pays. Mais depuis le débat un peu flasque du parlement, et l'adoption de la loi de programmation, les « glissements » sont avancés plus nettement par les responsables de la politique militaire de l'impérialisme français.

DES QUESTIONS IMPORTANTES

Ces questions de politique militaire recourent de manière importante plusieurs des préoccupations des marxistes-léninistes.

-D'abord, et même si ce n'est pas la raison la plus importante, il faut le souligner, ces orientations sur la politique militaire divisent assez sérieusement la bourgeoisie française. Certes, de manière qui n'est pas nouvelle. Mais compte tenu de l'équilibre des forces au sein des différentes composantes qui soutiennent Giscard, ces divisions durables prennent un caractère plus aigu, contribuent à renforcer les difficultés de la bourgeoisie à gouverner, et constituent un facteur non négligeable d'aggravation de la crise politique.

-Ensuite, tout ce qui concerne la disposition du potentiel militaire ne saurait laisser indifférents les travailleurs. D'une part, parce que l'armée constitue un des piliers de la domination de la bourgeoisie, que cette dernière forge dans l'optique de l'utiliser contre tout processus révolutionnaire, contre tout mouvement de masse qui menacerait directement son pouvoir. La refonte de la disposition du potentiel militaire engagée par Giscard, l'a été en pleine connaissance du mûrissement de la crise politique et

de la montée des aspirations révolutionnaires. C'est pourquoi, il est nécessaire de mesurer les nouvelles menaces que cela fait peser sur le développement d'un processus révolutionnaire dans notre pays.

-D'autre part, la résistance de la bourgeoisie française aux pressions des deux super-puissances, pressions qui ne font que se renforcer en Europe et en particulier sur notre pays, dépend en partie de la politique militaire de défense nationale appliquée par Giscard. Tant qu'elle n'exerce pas le pouvoir, la classe ouvrière n'escompte nullement qu'une politique conséquente d'indépendance nationale pour notre pays sera menée. Mais il est évident qu'une mobilisation populaire contre les pressions des super-puissances, contre les abandons vers lesquels se laisse entraîner la bourgeoisie française confrontée à ces pressions, peut remettre en cause au moins partiellement de tels abandons. Dans d'autres circonstances historiques, bien différentes sous plusieurs aspects, la mobilisation du peuple français contre la Communauté Européenne de Défense (CED) a incontestablement évité à l'époque que notre indépendance nationale soit gravement compromise par l'intégration de l'armée française à une défense européenne étroitement subordonnée aux USA. C'est pourquoi, il est nécessaire de confronter cette nouvelle politique militaire giscardienne aux nécessités de résister aux pressions grandissantes des deux super-puissances.

QUELS CHANGEMENTS ?

Même s'ils ont été amenés graduellement depuis deux ans, il est désormais assez clair que des changements importants ont été apportés à la politique militaire de l'impérialisme français, non seulement par rapport à la politique gaulliste, mais aussi par rapport à la politique militaire suivie par Debré quand il était ministre des armées de 69 à 72. Et il n'est pas la peine de commencer par la modification des rapports avec l'OTAN, pour trouver des changements significatifs dans la politique de défense.

• En ce qui concerne la force nucléaire stratégique, la doctrine gaulliste lui donnait la priorité par rapport au reste du matériel. Elle fondait cette décision, sur la nécessité pour qu'elle soit crédible, d'être sans cesse perfectionnée (aussi bien la bombe, que son vecteur, sous-marin, fusée ou Mirage). La force de frappe

française ne peut jouer son rôle de dissuasion que si elle est assurée de franchir le rideau de défense dressé par les deux super-puissances, rideau qui devient de plus en plus dense. Sans perfectionnement et multiplication de l'arme nucléaire française, la capacité et la probabilité qu'elle a de franchir les réseaux de défense des super-puissances diminuent au fur et à mesure que ces derniers se renforcent : elle perd de ce fait sa crédibilité.

Or de ce point de vue, la loi de la programmation 76-82 votée par le parlement en mai tourne résolument le dos à la doctrine gaulliste, puisqu'elle prévoit :

- l'abandon de la troisième batterie de missiles qui devait initialement compléter les deux batteries installées sur le plateau d'Albion
- l'abandon (provisoire paraît-il ?) du sixième sous-marin nucléaire lance-engins
- la réduction du projet d'armement nucléaire tactique puisque le nombre prévu de régiments dotés du Pluton a été réduit de six à cinq.

Encore faut-il indiquer que ces réductions ne sont pas limitatives puisque Bourges indiquait lors de la discussion de sa loi-programme pour 5 ans, qu'il s'agissait d'un plan indicatif, mais qu'il faudrait là aussi piloter à vue.

Cette décision est justifiée par Giscard et Méry par la nécessité de revaloriser le potentiel conventionnel qui est inférieur de manière assez nette à celui dont dispose aujourd'hui la RFA. Mais quand on examine comment joue cette «revalorisation», force est de constater qu'elle concerne largement les crédits de fonctionnement au détriment des crédits d'équipement, lesquels sont descendus de 10 % de 68 à 76. Au sein même des crédits de fonctionnement, la solde du personnel engagé constitue surtout la part qui a été revalorisée. On voit de quelle revalorisation il s'agit.

● En ce qui concerne les forces de la DOT, elles sont particulièrement concernées dans la réorganisation générale de l'armée de terre. Officiellement, la volonté de Giscard est d'effacer leur distinction avec la première armée qui dans la stratégie gaulliste, était la seule organisée en armée de manœuvre disposée à livrer bataille (il s'agit du corps d'armée disposé en Alsace et en Allemagne). Préparer les unités de la DOT jusqu'ici cantonnées dans des manœuvres limitées, à «livrer bataille», telle est la directive du nouveau chef d'état major ! Livrer bataille contre qui, c'est ce qui n'est pas précisé. Mais nul n'ignore que la DOT, officiellement mise sur pied pour protéger les points d'ancrage de la force nucléaire, et d'autres points industriels vitaux, a clairement pour cible l'ennemi de l'intérieur comme le rappelait après 1968, Fenton, l'ancien adjoint de Debré. C'est pour cela qu'il faut apprécier comme particulièrement menaçante, cette orientation giscardienne de préparer les unités de la DOT à «livrer bataille». Même si la formulation ambiguë réserve la possibilité de disposer ces corps d'armée, refondus, sur le front de l'Est, on ne peut ignorer la menace explicite contre un processus révolutionnaire que consacre cette réorganisation de l'armée conventionnelle. Ces faits sont d'ailleurs suffisamment troublants pour que l'amiral Sanguinetti, en contradiction assez grave avec l'état major, s'interroge sur la liaison entre cette réorganisation de l'armée de terre et la préparation d'une guerre civile.

● En ce qui concerne l'OTAN, les faits sont anciens et assez connus. Les révisionnistes, la plupart du temps muets sur tout ce qui précède, soulignent avec insistance les glissements vers l'OTAN, camouflent en même temps sous le vocable de détente, toutes les menées agressives du social-impérialisme, révèlent du même coup le caractère bien surfait de leur référence à l'indépendance nationale. Mais pour les marxistes-léninistes cette question du glissement vers l'OTAN, en même temps qu'elle est nettement établie, est particulièrement grave par ses conséquences.

Elle est nettement établie : dès février 1975 l'organe officieux de l'OTAN «Les Nouvelles Atlantiques» se félicitait de l'attitude de la France «considérant que toute discussion sur un éventuel retour de la France dans l'Alliance Atlantique est inutile et dépassée car la coopération de la France avec l'OTAN est tellement satisfaisante qu'il n'y a plus aucun intérêt d'insister sur une intégration formelle» ; on apprend régulièrement le renforcement de la participation d'officiers français à des instances de l'OTAN, l'organisation de manœuvres communes, la participation à l'Eurogroupe pour discuter de la standardisation ou de l'interopérabilité des armements...

S'EN REMETTRE EN TOUT A L'OTAN

Le glissement est encore confirmé par le récent discours de Méry qui envisage clairement la nécessité de participer sur le sol allemand aux batailles qui pourraient s'y déclencher entre l'Est et l'Ouest : «Il serait extrêmement dangereux pour notre pays de se tenir volontairement éloigné de cette bataille» dit Méry. Il justifie ainsi la mise sur pied d'une série de dispositifs de coordination entre l'OTAN et les forces stationnées en Allemagne, coordination où l'autonomie des actions militaires françaises apparaît très réduite, au point que l'arme nucléaire tactique française qui sera engagée sur ce front échapperait au contrôle français : la puissance US qui domine l'alliance peut-elle tolérer l'utilisation de l'arme nucléaire même tactique, si elle n'en a pas elle-même décidé ainsi ? Quelles sont les graves conséquences d'un tel glissement ? Il y en a une première que les marxistes-léninistes ont déjà dénoncée depuis longtemps : la coopération accrue des forces françaises avec l'OTAN signifie pour les USA une capacité d'intervention supérieure dans les affaires intérieures de notre pays, particulièrement en cas de crise révolutionnaire : l'entraînement de *marines* à Canjuers ne signifie peut-être dans l'esprit de Giscard qu'une avant-première ! Au moment où mûrit la crise politique, il est nécessaire de rester vigilant et de dénoncer le danger que fait peser cette coopération. Mais il y a aussi une autre grave conséquence dans ce glissement, c'est la manière dont il implique à tous les coups notre pays dans un conflit Est-Ouest, à l'intérieur d'une alliance où il est clair que les USA domineraient sans partage.

Toutes les modifications que nous avons énumérées, dans le potentiel militaire français, prennent ainsi tout leur sens. Pourquoi poursuivre un coûteux effort d'équipement nucléaire, si on ne compte pas sur lui pour jouer un rôle dissuasif vis à vis de l'adversaire ! Pourquoi poursuivre un tel effort nucléaire si l'on compte avant tout sur les USA pour détourner une attaque venant de l'URSS ou pour la repousser si elle est déclenchée ?

LES PLUTON
UNE PIÈCE TACTIQUE
DE L'ARSENAL NUCLÉAIRE
FRANÇAIS



On mesure alors tout de suite la gravité d'une telle attitude. Un tel abandon, une telle démission des tâches de défense au profit de l'impérialisme US diminuent-ils les risques que font courir les pressions du social-impérialisme à notre pays ? Certainement pas, au contraire :

- d'une part parce que les USA, s'arrogeant le monopole de la conduite des opérations sur un terrain fort éloigné du territoire US, n'auront guère de scrupules à engager au maximum les hommes de notre peuple et même notre pays, n'hésitant sans doute pas à leur faire courir des risques et des pertes qu'eux-mêmes refusent d'encourir.

- D'autre part parce que l'hypothèse de Giscard, « dans le cas d'un conflit...il n'y aura qu'un seul espace, et l'espace français sera dès le départ dans l'espace de la bataille qui sera générale » implique que dans tous les cas notre pays sera engagé aux côtés des USA dans un conflit Est - Ouest. Ce faisant, sont éliminées d'entrée d'autres hypothèses, elles aussi plausibles, et nettement plus favorables à notre peuple.

Par exemple, rien n'indique qu'à tout coup le social-impérialisme déclencherait une attaque généralisée et qu'il renoncerait forcément à diviser ses adversaires, à s'attaquer d'abord au plus vulnérable, comme a fait Hitler lors de la deuxième guerre mondiale. Le fait que notre pays ne soit pas inclus d'emblée dans la cible visée par le social-impérialisme ne saurait nous être indifférent parce qu'il fournirait un délai qui pourrait être précieux pour la classe ouvrière de notre pays pour qu'elle intensifie sa lutte révolutionnaire et puisse même envisager de prendre le pouvoir : dans une telle période de début d'un conflit en une partie de l'Europe, on voit ouverte la possibilité, même si ce n'est qu'une possibilité d'approfondissement de la crise, de son mûrissement en crise révolutionnaire, en lutte pour le pouvoir.

On le voit, le rapport Méry, « la bataille de l'avant », « le sanctuaire élargi » auxquels il se réfère, ne sont que le signe d'un abandon au nom d'une certaine résistance au social-impérialisme des devoirs de défense nationale au profit des Etats Unis. On le voit, une telle politique aboutit à son contraire et se double d'un poids accru des pressions soviétiques, en même temps qu'elle renforce les menaces contre le développement d'un processus révolutionnaire dans notre pays.

La meilleure garantie et la garantie complète que puisse avoir le prolétariat pour préserver l'indépendance nationale de notre pays, c'est qu'il exerce lui-même le pouvoir, c'est qu'il accomplisse la révolution : c'est là la meilleure dissuasion qui puisse s'exercer contre les pressions des super-puissances, c'est là la meilleure garantie qu'en cas d'agression, la classe ouvrière dirigera le processus de libération nationale de part en part.

Et même dans l'hypothèse la moins favorable, où une agression soviétique contre notre pays précéderait le déclenchement de la révolution, la meilleure garantie pour riposter à cette agression, c'est l'existence de puissantes forces révolutionnaires qui se seront constituées en luttant contre la bourgeoisie française : elles seules sauraient contraindre la bourgeoisie, ou une partie seulement de la bourgeoisie qui refuserait de collaborer avec l'agresseur, à participer à la résistance à l'agression. Dans ce cas là, la guerre entraînerait la révolution.

C'est pourquoi aujourd'hui, la politique suivie par Méry et Giscard est particulièrement grave, par les abandons qu'elle signifie en faveur de l'impérialisme US, par le poids renforcé qu'elle donne aux pressions soviétiques, par les menaces qu'elle entend constituer contre le développement d'un processus révolutionnaire dans notre pays. La nécessité de dénoncer largement cette politique, et d'en révéler toutes les conséquences est une composante du travail révolutionnaire.

APRÈS LA TENUE DU 2^e CONGRÈS

INTERVIEW DU SECRETARIAT POLITIQUE DU PCRml

Le premier Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) s'est tenu en mars 1974. Pourquoi avoir réuni récemment le deuxième Congrès ?

D'abord parce que dans un Parti jeune comme le nôtre c'est une bonne chose de réunir de façon relativement fréquente l'instance de direction que constitue le Congrès. De plus le deuxième Congrès a été réuni pour trois raisons essentielles :

- la première c'est que l'évolution de la situation politique a amené notre Parti à développer des positions nouvelles par rapport à son programme de 1974, qui reflètent les changements intervenus dans la situation politique internationale et nationale. Il fallait nécessairement qu'un Congrès puisse se prononcer d'une part sur les orientations qu'avait adoptées notre Parti dans cette période et surtout définir les orientations dans la période qui s'ouvre,

- deuxièmement notre Parti connaît depuis bientôt un an un mouvement de rectification en profondeur, déterminant pour sa transformation, sa capacité à prendre toute sa place dans la lutte de classes et à adapter son organisation à la réalité de ses tâches. Donc ce Congrès devait, non pas clore le mouvement de rectification qui durera encore probablement quelques mois, mais faire le point sur son avancée et d'autre part contribuer à son approfondissement,

- troisièmement, et cela renvoie à notre remarque initiale, il était nécessaire d'ajuster l'ensemble des organismes de direction à la réalité des tâches actuelles.

Comment le Congrès a-t-il été préparé dans l'ensemble du Parti ?

C'est plusieurs semaines avant le début du Congrès que les camarades de l'ensemble des cellules du Parti ont reçu les textes préparatoires à ce Congrès c'est-à-dire essentiellement les projets de statuts et de programme. Ces textes ont pu être discutés dans les cellules ; les camarades ont pu s'emparer des questions nouvelles posées par le projet de programme du Parti et proposer un certain nombre d'amendements. Ensuite les membres du Parti ont pu se rassembler en conférences fédérales dans lesquelles ont été proposés les amendements des cellules. Par ailleurs, dans cette période de préparation du Congrès, les camarades des cellules ont élu leurs délégués.

D'autre part, le Comité Central du Parti a décidé de tenir dans le Quotidien du Peuple, chaque jour, dans le mois qui a précédé le Congrès une tribune de discussion des propositions politiques du Parti. C'est pour cela que le projet de programme a été publié dans *Front Rouge*, notre organe central, et qu'une discussion a pu s'instaurer non seulement à l'intérieur du Parti mais aussi avec les lecteurs du journal qui ont pu intervenir dans ce débat et échanger leurs points de vue avec le nôtre.

Du fait de la richesse des débats dans le cadre de la préparation de ce Congrès nous pouvons regretter aujourd'hui que cette préparation n'ait pas été plus longue. Nous y veillerons à l'avenir.

UN CONGRÈS DE LUTTE

et trouva toute la force nécessaire en lui pour l'écraser et le critiquer avec la participation des camarades qui dans un premier temps s'en étaient fait l'écho.

Quelle contribution apporte le Congrès à la lutte entre les deux voies, au mouvement de rectification ?

Ce Congrès se déroulait dans le cours même du mouvement de rectification. Par là-même il était normal que s'y manifeste la lutte entre les deux voies. L'enjeu du Congrès était de consolider l'avancée politique du Parti, de définir sa ligne politique en liaison avec le développement de la lutte de classes, c'est cela qui a marqué le déroulement de la lutte entre les deux voies au cours du Congrès. Cette lutte a mis en évidence qu'au travers du débat d'idées sur la question du centralisme démocratique et de la ligne de masse qui s'est développé avant le Congrès, c'est une lutte entre deux lignes qui est en œuvre, et elle a mis à jour, au début du Congrès, l'existence d'un contre-courant.

Peux-tu préciser la nature de ce contre-courant et la façon dont il s'est manifesté au cours du Congrès ?

Depuis un an se déroule dans le Parti un mouvement de rectification contre les influences révisionnistes à l'intérieur du Parti. Ce mouvement de rectification a permis d'examiner le fonctionnement du Parti, son travail de masse et de poser sur la base des acquis du marxisme-léninisme, de la révolution culturelle chinoise, la question du centralisme démocratique et de la ligne de masse. C'est à propos de la définition de la ligne du Parti que le contre-courant s'est manifesté de façon parfaitement logique dans le cadre de ce mouvement de rectification. Ce contre-courant a consisté, dans le tout début du Congrès, après la lecture du rapport politique, en une suite d'interventions qui reflétaient le relativisme par rapport à l'avancée politique du Parti, l'indécision par rapport aux choix politiques à trancher à l'intérieur même de ce Congrès. Ces interventions étaient marquées à la fois par des observations «prudentes» concernant l'avancée de la ligne du Parti et également par des tendances très nettes à fuir les points cruciaux de la définition de la ligne politique.

Dans un premier temps le Congrès manifesta une certaine insatisfaction par rapport à cette suite d'interventions. Mais au cours-même de ses travaux il put faire l'analyse de classe de ces positions qui exprimaient la position de classe de la petite bourgeoisie, aujourd'hui un peu désemparée par le développement de la crise politique que connaît notre pays alors même que le prolétariat révolutionnaire se prépare à riposter à cette politique de crise.

Ces positions de classe de la petite bourgeoisie influencent en premier lieu les cellules de quartier. Les organisations du Parti qui développent en dehors des entreprises leurs liens avec les masses sont bien, à l'étape actuelle du mouvement de rectification, la représentation des influences révisionnistes à l'intérieur du parti. Après cette suite d'interventions le Congrès réagit et parvint à constituer son unité à tel point qu'à quelques heures de la clôture de ses travaux plusieurs délégués, ayant éclairci leur point de vue, présentèrent des autocritiques. Ainsi ce Congrès vit à la fois la manifestation de ce contre-courant

Que signifie la «prudence» à laquelle tu viens de faire allusion ?

Cette prudence s'est manifestée dans certaines interventions par une attitude dogmatique par rapport aux choix auxquels le Parti est confronté. Si on prend l'exemple de la construction d'une riposte importante de la classe ouvrière à la politique de crise de la bourgeoisie, la réponse apportée sur ce fait par certaines interventions voulait limiter la coordination des luttes à la seule périphérie du Parti ce qui aboutirait dans les faits à mettre les communistes à la traîne des masses. Cette attitude c'est, en fin de compte, au nom d'une certaine affirmation du Parti, le refus de faire précisément l'analyse concrète de la situation concrète et la capacité de définir le rôle que le Parti doit tenir dans cette situation.

Par exemple face au projet de programme, tel délégué d'une cellule qui travaille dans une banlieue révisionniste de la région parisienne, expliquait comment, puisqu'il s'agissait d'un texte, il s'en était tenu à la confrontation avec les textes fondamentaux du Marxisme-léninisme, sans les examiner à la lumière de la pratique de sa propre organisation.

Ainsi il est resté muet sur la critique du révisionnisme alors même que des luttes très riches étaient développées par sa cellule contre la gestion révisionniste et a limité ses interventions à quelques points de principes sur d'autres sujets (questions régionales...). Il s'agit là d'un exemple de démarche qui montre bien comment dans ce mouvement de rectification la conception marxiste-léniniste du centralisme, démocratique, de la centralisation des idées justes, est en cause.

S'agit-il de divergences graves ? Peut-on parler d'«opposition» au sein du PCRml ?

Il s'agit au contraire d'un signe de vitalité important pour ce Parti. Nous ne pensons pas que la compréhension de la démocratie prolétarienne, du centralisme prolétarien consiste dans l'escamotage des contradictions. Au contraire tout a été fait à l'intérieur de ce Congrès en vue de laisser s'exprimer ces contradictions en vue de les analyser, les combattre et, en fin de compte, de réaliser sur cette base là une unité de qualité supérieure.

C'est la compréhension de ce que doit être le Parti de type nouveau qui est en cause dans la façon dont s'est déroulé ce Congrès. Quant à parler d'une «opposition» à l'intérieur du PCR, certains sans doute s'en réjouiraient, mais il n'y a rien de commun entre ce débat d'idées, nécessaire, et l'existence d'une opposition, terme d'ailleurs très parlementaire.

De ce fait l'unanimité dans l'ensemble des décisions de ce Congrès n'est pas une unanimité de façade mais la position unifiée par la lutte de l'organisme dirigeant du Parti : son Congrès.

Le Congrès a adopté un nouveau programme qui apporte des développements importants de la ligne sur la crise politique de la bourgeoisie, sur le révisionnisme et son projet politique de capitalisme d'Etat. Quels en sont les principaux traits ?

Si l'on se reporte au programme établi lors de notre premier Congrès on constate que ce deuxième Congrès a enrichi de façon assez considérable la ligne politique de notre Parti. L'analyse que nous avons faite des nouveaux rapports internationaux, des rapports de classes dans notre pays, des difficultés que la bourgeoisie éprouve pour gouverner, de la montée des aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière nous a amené à poser, il y a pas mal de temps l'analyse de la crise politique de l'impérialisme français. Tous les développements de la crise depuis 18 mois confirment cette analyse.

Le Congrès a aussi progressé dans l'analyse de ce qu'est le projet politique du parti révisionniste et cela constitue un pas important car cela permet au Parti de se repérer dans les divergences au sein de l'union de la gauche face à cette crise, face aux aspirations des masses populaires. Nous soulignons que les divergences entre le PC et le PS ne sont pas simplement des divergences tactiques qui porteraient sur la répartition des fauteuils ministériels mais portent bien sur des projets de sociétés capitalistes différents.

Nous soulignons le fait que le parti révisionniste aujourd'hui ne peut pas être assimilé à un parti réformiste classique, en raison du projet de société qu'il développe, le capitalisme d'Etat, en raison de son histoire, en raison du fait qu'avec la crise de l'impérialisme il a une possibilité de faire rentrer son projet dans la vie.

Il est important de disposer de cette analyse pour savoir par exemple différencier les tactiques suivies à l'intérieur de la CGT ou de la CFDT par les membres de la direction du PCF ou du PS. Voilà quelques exemples des enrichissements apportés à notre précédent programme par ce Congrès.

LE DÉBAT SUR L'UNITÉ

Où en est le débat sur l'unité des marxistes-léninistes, un an après l'appel lancé par Front Rouge ? Quel bilan peut-on en tirer ?

Notre projet initial était, rappelons-le, que s'organise entre toutes les organisations qui se réclament du marxisme-léninisme un débat politique portant sur quatre points importants, trois de délimitation politique et un quatrième singulièrement discuté aujourd'hui contenant des propositions d'unité d'action, d'organisation des masses qui peuvent être formulées par les marxistes-léninistes dans cette période. En fait le débat s'est établi avec l'organisation Humanité Rouge, avec l'OC-GOP et avec d'autres organisations. Dans un premier temps, ce que nous pouvons indiquer, c'est que le fait que ce débat ait eu lieu a constitué un assainissement considérable dans les relations existant entre les forces se réclament du marxisme-léninisme. Rappelons-nous, il y a un peu plus d'un an, le caractère très grave des contradictions que développait l'Humanité Rouge avec nous. Cette attitude hostile a, du fait du débat, progressivement disparu.

D'autre part, nous connaissions moins bien les autres organisations et elles nous connaissaient mal et, le fait même d'engager le débat a permis une meilleure connaissance réciproque. Connaissance qui est loin d'être parfaite mais qui a permis d'écarter un certain nombre de préjugés, d'a priori existant sur notre compte ou que nous pouvions formuler sur le compte d'autres organisations.

Dans l'examen des résultats de ce débat, nous pouvons donc distinguer l'Humanité Rouge d'une part, l'OC-GOP d'autre part.

En ce qui concerne l'Humanité Rouge, il y a un inconvénient principal à la progression du débat qui est le fait que l'Humanité Rouge, après avoir adopté en 1975 un programme sur lequel en effet aucun point d'unité ne pouvait être dégagé, est effectivement, quelques semaines plus tard revenue sur ce programme, mais dans des termes qui sont à notre sens suffisamment peu explicites, et suffisamment peu publics en tout cas, pour que nous puissions, à propos de l'Humanité Rouge, disposer d'une base solide dans laquelle seraient contenues ses propositions politiques. En clair, nous ne savons pas quel est le programme aujourd'hui de l'Humanité Rouge, nous ne savons pas exactement quelle est sa ligne politique, et nous devons suivre dans le détail ses publications pour recenser quelles sont les successives, et parfois contradictoires, propositions que cette organisation est en mesure d'établir. Il y a là un obstacle extrêmement sérieux à la progression dans l'unification.

D'autre part, nous avons dû critiquer au cours même de ce débat, certaines positions que l'Humanité Rouge mettait en avant à propos même de cette question de l'unité. A savoir que l'unité pouvait se réaliser dans le cadre d'une même organisation sans que les questions de ligne aient été abordées au fond.

Nous avons dû réfuter une autre conception de l'Humanité Rouge qui ne vaut pas, s'agissant d'organisations se réclamant du marxisme-léninisme. Cette conception donnait le primat à l'unité d'action et une place effacée au débat politique. Nous avons dû le dire bien clairement à nos camarades de l'Humanité Rouge, avec lesquels d'ailleurs un certain nombre d'initiatives unitaires ont pu être prises, notamment lors de la mort du camarade Chou En-iaï, où une commémoration commune a été organisée à Paris ; lors de l'assassinat d'un viticulteur, il y a eu également une manifestation commune, pour le 1^{er} mai, il y a eu, en quelque sorte, une manifestation qui, sans être commune, s'est rassemblée, et dans quelques autres occasions, nous nous sommes retrouvés aux côtés de nos camarades de l'Humanité Rouge.

Pour bien préciser notre point de vue, il faut savoir que l'unité d'action est possible avec l'Humanité Rouge, mais qu'elle ne peut pas être systématique, tant que le débat de ligne n'aura pas progressé. Nous conditionnons étroitement la progression de l'unité d'action à la progression du débat politique. C'est un point sur lequel il nous reste encore à convaincre les camarades de l'Humanité Rouge, trop timides quand il s'agit du débat politique.

Un troisième point, plus récemment apparu, a dû être combattu également à propos de l'Humanité Rouge : c'est sa tendance très désinvoite à l'amalgame sur la base de l'existence de relations entre notre Parti et l'OC-GOP, sur la base du fait que l'OC-GOP envisage aujourd'hui sa fusion avec l'organisation Révolution, laquelle s'affirme marxiste léniniste mais tire son origine, pour une certaine part de ses militants et pour une part

sans doute plus notable de ses cadres, de l'organisation trotskyste Ligue dite Communiste, sur la base donc de ces liens qui se sont constitués, l'Humanité Rouge nous fait le procès d'intention, sans examen aucun de nos textes, de notre programme, sans considération pour la lutte que nous menons contre le trotskysme et qui ne date pas d'aujourd'hui ; l'Humanité Rouge nous fait le procès d'être à la croisée des chemins du marxisme léninisme et du trotskysme. C'est une démarche paresseuse, car elle ne se fonde sur l'examen d'aucune de nos propositions politiques, car elle n'envisage en aucune façon notre programme, mais c'est une démarche non seulement paresseuse, mais également malveillante. Et nous devons convaincre l'Humanité Rouge de faire davantage d'efforts en politique pour préciser ses propres propositions, pour critiquer nos propositions plutôt que d'en rester à ces facilités d'une période révolue.

S'agissant de l'OC-GOP qui est une organisation avec laquelle le débat politique s'est développé rapidement, d'une manière féconde, franchement, sur le fond, un problème essentiel demeure : sa fusion prochaine avec l'organisation Révolution. Révolution est en effet l'organisation à propos de laquelle nous réservons encore notre jugement. C'est une organisation dont le passé, les positions politiques, les bases idéologiques, sur lesquelles elle fonde son action, sont à notre sens, dans l'état de

nos connaissances, trop peu claires encore ; cette organisation, et surtout l'organisation fusionnée OC-GOP-Révolution devra faire l'objet dans notre Parti d'un examen très attentif. Mais si nous ne pouvons pas nous prononcer quant au fond sur les fondements idéologiques et politiques de Révolution, nous savons par notre propre expérience, qu'un grand nombre de ses militants sont engagés dans la lutte de classe, et nous savons également qu'il est indispensable à la constitution du front de lutte contre la crise que cette organisation, et pas seulement elle, participe de la constitution de ce front. Ainsi, si le débat a pu commencer avec l'OC-GOP, si les résultats de ce débat politique se trouvent relativisés par le fait que la fusion est envisagée entre Révolution et l'OC-GOP, si Révolution manifeste à notre endroit une certaine malveillance et beaucoup de préjugés, du fait même que le débat ne s'est pas encore vraiment engagé avec elle, il est évident que les résultats de ce débat politique avec l'OC-GOP ne sont pas perdus, et il est clair que, dans la construction du front, le débat engagé avec l'ensemble des organisations se réclamant du marxisme-léninisme, devra connaître une accélération, une réactivation et en fin de compte une clarification qui nous permet d'envisager, d'ici quelques années la réunion dans un même parti marxiste-léniniste, dans un même parti révolutionnaire, dans un même parti communiste, de tous les militants honnêtes se réclamant du marxisme léninisme.

LES AXES DE TRAVAIL DU PARTI

Pourquoi le front de lutte ?

Pour répondre à cette question, il faut se référer à la situation d'aujourd'hui. Ce que l'on peut constater, c'est que cela répond à une nécessité, à une inspiration, à une exigence largement exprimées par les travailleurs. En effet, dans la dernière période, ce qui s'est présenté, c'est qu'un certain nombre de succès ont pu être obtenus dans les luttes ; mais ces succès ont été hypothéqués par la politique répressive de la bourgeoisie. Par ailleurs, la tactique des directions révisionniste et réformiste consiste à laisser pourrir les luttes en vue des élections de 1978. Puisque leur politique aujourd'hui consiste à travailler à l'élargissement de leur potentiel électoral dans la petite bourgeoisie, ils ne peuvent que s'opposer au mouvement et à l'élargissement des luttes. Il s'avère nécessaire dans ces conditions, que puisse s'organiser une riposte à une large échelle, qui ait comme noyau les luttes de la classe ouvrière. Il nous semble donc nécessaire que ce front de lutte puisse se constituer sur une base large, autour de cette coordination renforcée des luttes, pour qu'un rapport de forces puisse se constituer et mettre en échec la politique de crise de la bourgeoisie.

En dehors de la construction du front, pouvez-vous définir quelques axes de travail du Parti après le deuxième Congrès ?

Au lendemain de ce Congrès, des perspectives nouvelles s'ouvrent au Parti. Pour une part, il s'agit donc de poursuivre le mouvement de rectification. Ce mouvement de rectification va permettre, ce qui a déjà été engagé dans la dernière période, une prolétarianisation accrue du Parti. Ce mouvement de rectification doit permettre également de déboucher sur un certain nombre de réformes du Parti qui le mettront en position

d'une meilleure intervention dans la lutte de classe. L'effort que le Parti engage au lendemain de son Congrès, portera également sur un renforcement, sur une consolidation, sur un élargissement des cellules d'entreprise qui se sont déjà mises en place de telle manière qu'elles puissent augmenter leur capacité d'impulsion dans les luttes, leur capacité de lutte contre le révisionnisme et qu'elles puissent jouer un rôle actif dans la nécessaire construction d'une riposte de masse à la politique de crise de la bourgeoisie.

Par ailleurs, au lendemain de ce Congrès, le Parti va engager un travail plus important en direction des paysans pauvres et moyens pauvres. Dès cet été, un travail d'enquête politique sera engagé par des camarades et il devra se poursuivre par un certain nombre d'initiatives qui s'inscriront dans la nécessité aujourd'hui d'une alliance plus étroite entre paysans pauvres et moyens pauvres et la classe ouvrière, et d'initiatives consistant à renforcer l'unité populaire.

Après le deuxième Congrès du Parti, y a-t-il une évolution dans le système de presse ?

Oui, nous pensons que les tâches et les perspectives dévolues après ce deuxième Congrès nécessitent effectivement une certaine refonte de notre système de presse qui va s'appuyer sur trois publications :

- D'une part le «Quotidien du Peuple» qui aujourd'hui s'est affirmé clairement comme le journal diffusant les positions du Parti dans la bataille pour la constitution du front. Ceci signifie que, sans renoncer nullement à notre volonté de débattre avec les masses à partir des problèmes qui sont posés dans les mouvements de lutte, il s'agit de ne pas introduire de confusion entre un journal du front et un journal du Parti. C'est ce qui sans doute se matérialisera, dans une échéance pas trop éloignée, par le fait que le «Quotidien du Peuple» deviendra l'organe central de notre Parti.

- La deuxième publication qu'il nous semble nécessaire de mettre en place, c'est un magazine hebdomadaire.

(suite page 31)

LE FRONT DE LUTTE

CONTRE LA CRISE

Extrait du Rapport Politique
du Deuxième Congrès du PCR (ml)

Pour que se réalise l'unité populaire, il s'agit en premier lieu de constituer un vaste front de lutte contre la politique de crise de la bourgeoisie.

Pourquoi un front ?

Qu'entend-on par là, comment le former et le délimiter, pourquoi un front ? La riposte à la politique de crise de la bourgeoisie pose des problèmes plus vastes et plus complexes que n'importe quelle lutte partielle, limitée à l'entreprise ou à la profession. Cela ne signifie nullement que des victoires partielles, parfois significatives, ne peuvent être obtenues dans la période. L'expérience montre le contraire, mais ces victoires partielles, au demeurant assez rares, ne peuvent remettre en cause *l'essentiel* de la politique de crise, dont les manifestations ne sont pas simplement économiques (chômage, inflation, bas salaires...) mais aussi politiques (répression, atteinte aux libertés fondamentales, soumission toujours plus étroite au camp américain). Pour mettre à bas la politique de crise de la bourgeoisie, il s'agit d'établir un rapport de force tel dans le pays que la bourgeoisie soit contrainte de céder.

Or, il est manifeste à présent que les partis bourgeois (réformiste et révisionniste) qui contrôlent la direction des organisations syndicales se refusent à engager l'épreuve de force avec le gouvernement Giscard et s'opposent à tout mouvement d'ensemble au nom du même calcul : bien sûr ce qu'ils craignent à juste titre, c'est de se trouver débordés par le mouvement de masse et de se retrouver dans l'incapacité d'y exercer leur contrôle, mais surtout, dans la rivalité électorale qui se prépare avec les prochaines municipales (77), et de façon déterminante avec les législatives de 78, PC et PS, au moins d'accord sur ce point, craignent de voir leur échapper toute la frange vacillante de la petite-bourgeoisie qui fait et défait les majorités électorales, et qui ne manquerait pas de se maintenir ou de rallier massivement le camp gouvernemental en cas de mouvement d'ensemble des masses populaires. En ce sens, le PCF a modifié nettement sa tactique qui consistait

pendant l'année 75 à faire de la surenchère incessante sur le PS dans la classe ouvrière, pour s'affirmer comme le seul parti de «gauche» ouvrier. Estimant que les chances de salut pour lui se réduisent à une recherche effrénée des suffrages de la petite bourgeoisie, le PCF a abandonné, dans son tournant à l'italienne, l'hypothèse avancée à l'automne par Séguy d'un mouvement d'ensemble fermement contrôlé par lui. La tactique électorale des partis bourgeois de gauche détermine leur tactique de lutte aujourd'hui : le pourrissement.

Aussi ne faut-il en aucune manière attendre de ces partis et des directions syndicales qu'ils contrôlent entièrement qu'ils fournissent à la classe ouvrière, non bien sûr, une ligne de combat contre la politique de crise, mais même, les moyens, la possibilité de développer ses luttes. Au contraire, puisque ce n'est pas sur ce terrain qu'ils entendent situer leur rivalité avec les partis bourgeois de droite, ni même leur propre concurrence, ils font obstacle à toute coordination des luttes partielles, à tout échange entre les secteurs en lutte et s'entendent pour les réprimer. De la sorte, la seule issue à la situation présente est l'organisation d'un pôle de lutte entièrement autonome par rapport aux forces bourgeoises de gauche et en même temps assez consistant pour établir le rapport de forces dans la lutte contre la politique de crise de la bourgeoisie.

Ce pôle d'organisation, c'est le front.

Mais quelles forces rassembler autour de cet objectif ? Essentiellement trois composantes.

Quelles forces rassembler ?

- La première, évidemment, ce sont les travailleurs révolutionnaires, qui ont déjà engagé fermement la lutte contre la politique de crise et sont à la tête ou très actifs dans un grand nombre de luttes cette année. Particulièrement les militants de notre Parti, mais aussi d'autres militants marxistes-léninistes.

- La deuxième composante est formée des travailleurs qui sous couvert de «stratégie de débordement» (terme obscur désignant en définitive ceux qui s'illusionnent sur la nature des partis bourgeois de gauche et pensent qu'il s'agit de gens un peu mous, un peu opportunistes, mais finalement socialistes) ne renoncent pas à la lutte, parfois même l'impulsent, mais ont tendance à concilier l'inconciliable et font machine arrière dès que les réformistes et les révisionnistes haussent le ton. Il y a parmi eux beaucoup de dirigeants ouvriers honnêtes, souvent adhérents du PSU.

- La troisième composante est formée des travailleurs qui tout en adhérant aux propositions politiques des partis bourgeois de gauche (PS-PC) sont contraints à la lutte (fermeture de leur entreprise, licenciements, répression).

Ces trois composantes ont un point commun et beaucoup de divergences. Le point commun : c'est la volonté ou la nécessité de lutter sans s'en remettre aux échéances électorales de 78, c'est celui-là qu'il faut retenir quand nous parlons en terme de front. Les divergences, elles, doivent être posées, pour être résolues, dans le cadre du front, par la lutte politique et l'expérience pratique, tant il est bien évident qu'en s'engageant dans le front, le Parti ne renonce à aucun moyen de cette lutte politique et en aucune façon à son autonomie. Unir par la lutte ces trois composantes est bien la seule façon de créer le rapport de forces indispensable. De plus la création du front aura des conséquences très importantes dans la modification de la situation politique, aussi bien avant 78, qu'après 78. Car, en prenant corps, le front délimitera progressivement son programme, fait du rassemblement des aspirations des larges masses telles qu'elles les expriment dans leurs luttes

et ce programme entrera nécessairement en contradiction avec le programme de gestion bourgeoise des partis de gauche : le programme commun.

Comment construire le front ?

Comment pouvons-nous engager la construction du front ?

Il s'agit en l'affaire d'éviter plusieurs écueils :

- D'abord celui de la précipitation. Le front ne se décrète pas, il se construit progressivement. Il ne s'agit pas pour nous de lancer un vaste appel et de regrouper ce qui ne serait que la périphérie du Parti, dans des organisations baptisées «front» : le caractère de masse, l'emprise directe sur les luttes, la représentabilité du front aux yeux des larges masses excluent un tel comportement. Aussi faut-il unir dans le front toutes les structures de masse (sections syndicales, comités de soutien, comités de chômeurs, mouvements de paysans...) qui peuvent y trouver place et pas seulement *des* syndicalistes, *des* chômeurs... Aujourd'hui, cela doit commencer par la coordination des luttes, en visant à l'étendre progressivement. En avançant pas après pas, en agissant en vue de créer le front plus qu'en le créant tout de suite de notre propre initiative, nous atteindrons notre objectif. Pas autrement.

Parler en termes de front amène toujours en plus des ressassements dogmatiques qui n'ont pas lieu de nous détourner un instant de notre tâche, deux déviations symétriques.

● Opportuniste de droite : qui consiste à se noyer dans le front, à s'en tenir à ses objectifs et à ses bases politiques, à y faire disparaître le Parti. Une telle déviation amène non seulement l'effacement du Parti, mais aussi la disparition à terme du front. Elle néglige la réalité du front comme *étape* et seulement comme *étape* dans l'ensemble du processus révolutionnaire.

● Opportuniste de gauche : elle consiste à réduire le front aux contours du Parti, à le doter de la même base politique, à traiter les contradictions au sein du peuple (avec ceux avec lesquels existent nécessairement de grosses divergences et sans doute des contradictions stratégiques) comme des contradictions antagonistes dans le cadre même du front. Une telle déviation conduit au dépérissement rapide du front qui de la sorte ne verrait même pas le jour et à l'isolement sectaire du Parti.

Ainsi doit-on bien préciser que le front ne pourrait être anti-révissionniste, du fait même de deux de ses composantes que par le fait et non d'emblée dans sa proclamation. Si ce n'était pas le cas, pourquoi d'ailleurs créer un front, le Parti suffirait amplement. Mais être anti-révissionniste par le fait, contre les plans des partis bourgeois de gauche en luttant contre la politique de crise de la bourgeoisie, contre le Programme Commun, n'est-ce pas dans la réalité, suffisamment essentiel ?

En avançant dans cette proposition et en la soumettant à tous les travailleurs concernés, le PCRml aide à l'organisation effective des masses contre la politique de crise de la bourgeoisie.

**EN AVANT POUR LA CRÉATION
DU FRONT DE LUTTE CONTRE LA CRISE**

UN BILAN D'ACTIVITE

Pendant plusieurs mois des camarades du Parti ont participé activement à la mise en place d'une infrastructure matérielle permettant d'accroître de façon très significative nos moyens en agitation propagande. Ce travail constitue aujourd'hui un acquis et un succès importants pour notre Parti.

Bien sûr, la réalisation de cette tâche nous a confrontés à des difficultés réelles, liées largement à notre inexpérience pour mener un tel travail. Des tendances négatives ont pu être surmontées progressivement. Tendance à ne pas rapporter suffisamment ce travail à l'ensemble des tâches engagées par le Parti dans la période. Cette attitude a pu conduire à ne pas comprendre la nécessité de tenir compte, pour la mobilisation des organisations du Parti, d'exigences liées à la nécessité de mener de pair d'autres tâches. Dans ces conditions, ont pu se faire jour des tendances au particularisme, à penser cette tâche, non comme une partie d'un tout, mais comme un secteur à part, qui aurait sa propre logique indépendante. Difficulté également à rapporter de façon vivante le mouvement de rectification aux problèmes concrets rencontrés et liés à la nature même du travail entrepris. Cette difficulté a pu se trouver renforcée par l'impossibilité d'engager un travail de masse. Pourtant, et notre pratique l'a montré, seule une application vivante des orientations du mouvement de rectification permettait de renforcer l'unité des camarades, d'avancer de façon efficace et enthousiaste dans la prise en main des tâches. Ainsi, c'est par la progression dans l'application du centralisme démocratique que notre fonctionnement a pu devenir conforme à celui d'une organisation du Parti.

La contradiction apparente entre l'efficacité immédiate du travail et la nécessité de consacrer du temps au renforcement de la vie politique, à l'examen et la discussion des propositions politiques d'ensemble du Parti, à l'approfondissement du mouvement de rectification n'a pas toujours été suffisamment maîtrisée. D'une part, le lien n'était pas toujours suffisamment fait entre ces deux aspects d'une activité qui devait avoir une profonde unité, et d'autre part la sollicitation quotidienne des tâches a parfois prévalu. C'est ce qui a conduit parfois à envisager les tâches immédiates sans les situer dans un ensemble et sans réfléchir suffisamment aux moyens d'éviter le retour d'erreurs ou d'éviter une certaine précipitation. Mais ce défaut est lié, semble-t-il, au fait que nous n'avions pas toujours suffisamment une vision d'ensemble des travaux, des plans, des projets - ce qui nous aurait permis - sur la base de notre pratique, de participer plus étroitement à la conduite d'ensemble du travail, de faire des propositions, de proposer des initiatives. C'est ce lien étroit, vivant, entre le

travail de conception d'ensemble et le travail pratique qui a été insuffisant. Mais plus profondément, c'est souvent la logique de l'efficacité immédiate qui l'a emporté, reléguant parfois au second plan, non seulement la nécessité d'une réflexion vivante sur les tâches mais aussi la nécessité du renforcement de la vie politique. Enfin, l'insuffisante attention aux conditions matérielles, aux conditions de vie, a pu conduire à renforcer le particularisme.

Mais, et ceci constitue de loin l'aspect principal, ces difficultés passagères ont pu être progressivement surmontées et conduire au succès. Ce succès repose sur un ensemble de facteurs qu'il nous faut préciser. L'essentiel, c'est le dévouement extrêmement profond dont ont fait preuve les camarades pour affronter les tâches. Jamais, le découragement ni le défaitisme n'ont prévalu devant les difficultés : au contraire, c'est la volonté d'avancer, de surmonter les obstacles, c'est l'opiniâtreté, la persévérance dans l'effort, qui ont largement dominé. Au départ, dans l'ensemble, les camarades n'avaient aucune expérience pratique, aucune connaissance des techniques diverses qu'il a fallu s'assimiler dans le cours même du travail. Par une constante volonté d'apprendre et grâce à l'aide et à la direction irremplaçables d'un camarade vétérinaire, qui a mis ses connaissances, son savoir faire au service de l'œuvre entreprise, ces obstacles de départ ont été balayés. Plus profondément, l'approfondissement de la lutte entre les deux voies a permis aux camarades de renforcer leur capacité à participer à celle-ci de façon consciente. Passer de l'examen d'une question d'un point de vue étroit, unilatéral à un point de vue qui prenne en compte l'ensemble des aspects contradictoires ; passer d'une critique qui prend pour cible des défauts personnels à une critique qui s'attaque aux points de vue, conceptions, pratiques erronés ; poser les problèmes dans un cadre strictement centralisé en vue de leur résolution et du renforcement de l'unité ; s'astreindre à une discipline collective où chacun prend en charge les problèmes de la collectivité : tels sont des acquis importants du travail effectué.

Pour l'examen de l'actualité avec des camarades journalistes ; par des discussions politiques, nous avons pu avancer dans notre compréhension de la situation politique. Et la place insuffisante réservée à la réflexion, à l'étude a pu être compensée par notre participation à une école centrale. En conclusion, on peut dire que du point de vue de la réalisation des tâches, du point de vue de la progression politique des camarades, le travail entrepris constitue un net succès, une avancée réelle qui contribue à renforcer aujourd'hui les capacités d'intervention du Parti.

LE CREDIT

50 f à la commande
à la commande
NOBLESSE

DÉCOUVRIRE
UNE
VÉRITABLE
DE LIMOGES

A LA CONSOMMATION

Soit au comptant 1720 F

+ frais de port. Possibilités de crédit selon la réglementation en vigueur. Pour tous renseignements nous consulter.

Cet ensemble comprend
1 service de table 44 pièces
1 service à poisson 13 pièces
1 service à gibier 13 pièces
1 service à café 22 pièces

due au fait que... découvrir nos articles de Porcelaine de Limoges... faire bénéficier clients d'un prix avantageux... ensemble.

Seule la véritable Porcelaine de renommée mondiale... L'ensemble Limoges que vous recevrez sous chaque de nos articles.

DE LIMOGES.

Et pour compléter la parure de votre table cette nappe et ces 12 serviettes entièrement brodées à la main.

soit au total 129 pièces.

CONSOMMER PLUS ? A CREDIT ! CONSOMMER MOINS ? A CREDIT !

«Pour 50 F à la commande... découvrez la noblesse inégalée de la véritable porcelaine de Limoges»,... «Prenez tout de suite et payez plus tard une véritable chaîne stéréo complète...» «La Peugeot à Pâques, la première mensualité au retour des vacances»... «Essayez gratuitement chez vous un atelier de bricolage électrifé... Imaginez toutes les économies que vous ferez...»

Le bonheur de la consommation... gratuité... économies... A en croire les publicités des journaux, revues... les vertus du crédit à la consommation ne manquent pas. Et fait remarquable, elles «s'adaptent» toujours aux besoins de la bourgeoisie.

AVECLA CROISSANCE

Au lendemain de la guerre, alors qu'il s'agissait, pour la bourgeoisie d'engager résolument la classe ouvrière dans ses projets, reconstruire une économie, réinsérer cette économie dans les rapports impérialistes internationaux, le crédit à la consommation devait donner l'illusion que tout est possible dans ce «nouveau cours» du capitalisme des années 1950-1960.

Produire toujours plus, être toujours plus compétitif... pour quoi faire ?

Pour propulser la société française vers les «bienfaits de la civilisation industrielle», pour réduire les «inégalités sociales» par l'enrichissement de tous...

Et pour la classe ouvrière, par un effort accru, travailler à la fin de tous les maux du capitalisme des années 30 : le chômage, la misère, les enfants voués à vivre les conditions de leurs parents... C'est la récompense des sacrifices consentis au temps de la lutte contre l'occupant nazi et du rationnement des lendemains de la Libération... Avec la croissance, c'est d'abord le plein emploi ; fini le chômage ; la promotion assurée, passer agent de maîtrise, voire cadre en fin de «carrière» ! Avec la croissance, c'est toujours plus de biens, c'est rendre possible une répartition meilleure de ces richesses...

Dans un premier temps, la bourgeoisie, aidée du PCF se fait le chantre des mille et une vertus des masses populaires : le sens de l'effort, et de la qualité du travail, le

sens du devoir, le sérieux au travail, la vertu de l'épargne, de ces petites économies qui font boule de neige... des sacrifices aujourd'hui pour le bonheur familial demain, pour l'installation de enfants, pour «une retraite heureuse», récompense d'une vie de travail...

...TOUJOURS QUELQUE CHOSE
A ESPERER DE PLUS

Mais la logique de la vie s'impose : celle de la lente usure des salaires, des cadences accélérées, des logements trop petits, des enfants qui ne trouvent pas d'autre débouché que l'usine...

Avec le crédit à la consommation, c'est alors une nouvelle possibilité d'espérer, car avec le capitalisme, il y a toujours quelque chose à espérer de plus : la voiture aujourd'hui, la télévision dans deux ans, le réfrigérateur dans cinq ans... et peut-être...

CHEZ «LE MARCHAND DE CRÉDIT»

Cent fois, j'ai retourné le problème mais il n'y a pas d'autre solution : pour remplacer mon frigo, je suis obligé de l'acheter à crédit... J'ai beau aligner mon salaire et les allocations familiales, impossible sur ce mois, impossible sur le suivant...

En fait, ça n'a pas été difficile. Pas besoin de demander. C'est le vendeur qui a pris les devants : «Si vous préférez payer par mois, ça fera...» Certes, au vendeur, pas besoin d'expliquer ses ressources. Elles se voient, dans cette hésitation qu'on cache mal devant le prix comptant, cette difficulté à écouter ses explications techniques, l'esprit accaparé par l'idée fixe : payer. Pour le vendeur du grand magasin, ce n'est qu'un client parmi d'autres et le manuel du bon vendeur ne cache pas les «ficelles du métier» :

Proposez le crédit sans attendre que le client le demande !

Proposez-le, même à celui qui a les moyens de payer comptant (vendre la marchandise, c'est arrondir le salaire... Mais vendre le crédit en plus, c'est ... une prime en plus pour le «bon vendeur» !)

Proposez-le de préférence à la femme plutôt qu'au mari (c'est elle qui a le porte-monnaie),

N'assommez pas le client avec un prix comptant, parlez lui «mensualité». «Combien coûte ce réfrigérateur ?» «75 F par mois» (Pendant combien de mois, peu importe ! Combien ça coûtera en tout, ne jamais le dire !).

Crédit facile, alléchant. Crédit trompeur.
Le crédit aussi, il faut savoir le vendre.

Deuxième étage. J'ai quitté le bruit et la foule de ce samedi après midi, marché sur de la moquette, poussé une porte de verre. L'antichambre de l'usine à crédit. La queue. «Votre carte d'identité ? Votre fiche de paie ? Votre quittance de loyer ?» ... «Pas de fiche de paie ?... On ne peut rien pour vous... Vous reviendrez...» Ou bien il faudra abandonner. «Vous avez déjà des crédits, en ce moment ? Combien ? Où ? Des chiffres et des croix s'alignent. La police de l'argent... Biaiser, dissimuler qu'on a d'autres crédits, cacher ses difficultés, mais comment ? La police de votre budget. Pour le marchand de crédit, un seul but : déterminer si vous êtes ou non un client qui peut payer, sur qui on pourra faire pression, qu'on pourra faire saisir le cas échéant ; déterminer si vous êtes un client solvable.

Le crédit n'est pas fait pour ceux qui en ont vraiment besoin.

«Vous désirez combien de mois ?». La question est naturelle, simple, au cœur du sujet, mais elle désarçonne : pourquoi prendre le problème par ce biais ?... Et la réponse vient toute seule : «Combien me conseillez-vous ?» Inférieur, vaguement coupable, le demandeur de crédit n'est plus là pour négocier... Le crédit apparaît soudain comme une simple somme de formalités. «Si vous prenez deux mois, vous n'aurez pas de comptant à payer. C'est intéressant... Sur six mois ou un an, vous aurez des mensualités plus petites». Indolore... Facile... «Nous vous livrons dans le courant de la semaine prochaine»... «Pour payer, voici des bons ; vous en envoyez un chaque mois avec le paiement, au début ou à la fin du mois, comme vous préférez...»

D'article du contrat en article du contrat, le stylo court, soulignant les facilités, les «garanties en cas de maladies, décès, coups durs». Il faut suivre, s'accrocher, pas le temps de lire. Juste le temps de garder à l'esprit cette question : «Combien ça va me coûter ? Combien ça va me coûter d'acheter à crédit au lieu d'acheter comptant ?» Question à éviter pour les marchands de crédit... «Vous payez 50 F de frais de dossier ; ils sont compris dans la somme que vous versez comptant»... Question qui n'a pas de sens pour les marchands de crédit : au fond, qu'est-ce qui vous coûte le plus cher, de déboursier tout de suite 1000 F et de vous priver de tout jusqu'à ne plus pouvoir rogner sur rien, ou bien de répartir le poids de la dépense sur plusieurs mois ?

Une chose est sûre : tous ces renseignements, ce n'est pas gratuit. Coup de téléphone aux chèques postaux et à l'employeur... l'étau s'est resserré. loyer, maladie, impôts, ... maintenant traites. Un maillon de plus s'est ajouté à nos chaînes.



avec seulement
50 F
à la commande
et 12 mini-mensualités

CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES :

BOITIER PRAKTIKA LB
* Véritable appareil reflex monoculaire 24 x 36
* Obturateur focal à lentilles métalliques

HELIOS
NPAK GX 17
9 F comptant
ou 149 F à la commande
+ 4 mensualités de 150 F
SANS AUCUNS FRAIS DE DOSSIER

commande (cocher les cases correspondantes)

SALON(S) toutes saisons
à comptant 895 F à la commande
à crédit CETELEM 50 F à la commande
5 F à la livraison + 12 mensualités de 68,80 F

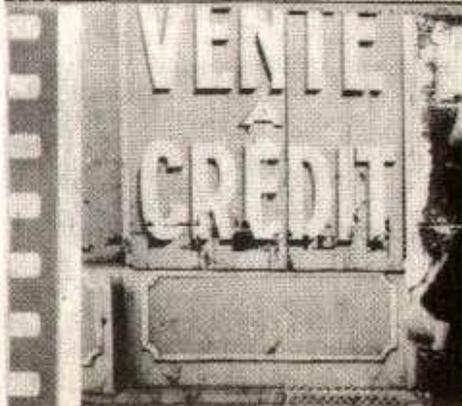
laque "blanche" vernis "chêne clair"

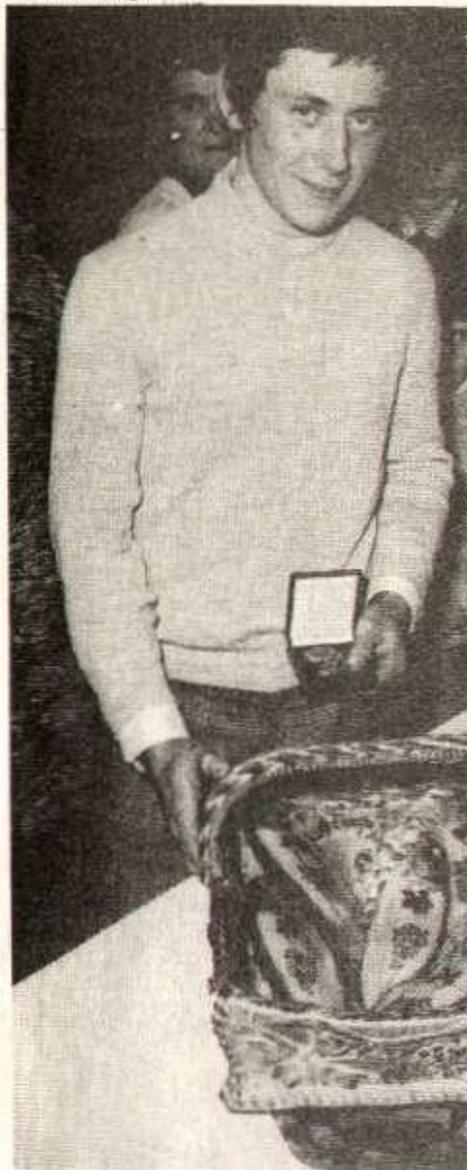
DM

DRESSE

CODE POSTAL

LE





l'appartement... le pavillon de banlieue. Ce que nous pourrions avoir à la fin de notre vie de travail, le crédit nous le livre tout de suite ! Comme dirait le banquier : «*escomptons*» notre «*carrière*», notre vie de travail... les petites économies d'aujourd'hui nous ouvrent les portes du temple à la consommation.

LE PRIX DU SILENCE

C'est dans cette logique du bonheur privé, individuel ou familial que les marchands de crédit, dans les années 60, tentent d'enfermer le prolétaire : un bonheur dont la satisfaction se mesure en quantité de biens possédés, en réussite individuelle et en «*considération sociale*». La logique du possédant. La logique du capitaliste qui lie l'effort au travail, le goût du travail bien fait et la survie du capitalisme.

A nos revendications, à nos exigences d'une vie meilleure, la bourgeoisie offre une solution individuelle : le crédit, c'est la possibilité et la satisfaction de s'en sortir tout seul. «*Pour 50 F à la commande*... et quelques intérêts... Au bout du compte, c'est bien la «*paix sociale*», notre soumission au capitalisme, à l'exploitation.



**AVECLA
CRISE**

Aujourd'hui, il ne peut plus en être de même !

Il n'est plus possible de donner l'illusion que la voiture, la télévision, la machine à laver... sont les «*bienfaits de la civilisation industrielle*», qu'ils peuvent satisfaire l'aspiration à une vie meilleure.

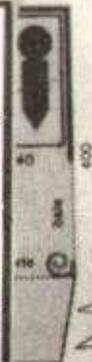
Avec l'intensification du travail et les licenciements massifs, le chômage partiel, l'éloignement du lieu de travail, l'ennui des cités dortoirs... l'acquisition de ces biens s'est imposée et est ressentie de plus en plus comme le corollaire d'une exploitation accrue, comme une nécessité vitale, comme les moyens de «*tenir le coup*».

Avec la crise, les besoins de consommation n'ont pas pour autant disparu, bien au contraire ! Mais les sacrifices imposés par le chômage, l'inflation galopante, les rendent de plus en plus inaccessibles. Une 4 L, qui valait moins d'un million en 1972, vaut aujourd'hui un million huit cent mille !

De toute façon, pour la bourgeoisie, il ne peut plus être question d'une «*croissance rapide et de plein emploi*», comme celle des années 60, fondée sur «*l'extension de la consommation*», notamment populaire. Il s'agit de tout mettre en œuvre pour freiner une récession de plus en plus grave, d'investir vers les secteurs de biens d'équipement et d'exportation.

**L'USINE A CREDIT
LES TRIBULATIONS D'UN DOSSIER**

En réalité, qui fait crédit ? Pas le grand magasin, pas le commerçant, mais l'établissement financier dont il dépend, les CETELEM, SOFINCO, CREG... La véritable usine à crédit, ce sont eux, qui ne vivent que de cet argent en plus, de ce crédit drainé par mille publicités trompeuses. C'est là qu'arrive le dossier rempli par le vendeur : c'est là que, grâce aux coups de téléphones à l'employeur, à la banque, éventuellement au propriétaire, le dossier devient vérifié, le client, client solvable. C'est là que, pris en charge par un énorme fichier, le dossier devient carte perforée et bande magnétique tenant le compte à jour. Au «*bon payeur*», la machine «*crachera*» au bout de six, douze, vingt et un mois, la lettre de remerciements et la «*carte de bon payeur*» prêtes à être postées. Vous êtes au chômage, licencié sans indemnité ? Votre mari ne paye plus la pension alimentaire des enfants ? La machine n'en a que faire. Au payeur retardataire, elle «*crachera*» avec la même régularité lettres de rappel et mise en demeure. La mise en demeure est sans résultat ? Alors seulement, le dossier va être sorti... et envoyé au «*recouvrement spécial*». 3 mois où vont se précipiter lettres et visite d'un inspecteur... En attendant celle de l'huissier et la mise au contentieux. Engrenage parfaitement rodé. Au bout, il y a la porte fracturée, les meubles embarqués, volés... la saisie.



(+ Port 35 F)
(+ Port 35 F)
de 408,80 F
de 209,85 F
ou en 9 mensualités de 143,60 F
ou en 12 mensualités de 110,50 F

**OFFRE
LIMITEE**

QU'EST-IL ADVENU DU MODELE DE CONSOMMATION?

Les HLM sont sales et tristes, la maison de campagne hors de votre portée ? Voici «la nature dans la maison». «Avec seulement 50 F à la commande et 12 mini mensualités». «2 salons en un... Le salon de jardin devient salon tout court... Il vous permet d'installer 8 personnes autour de la table». Certes, pour de l'économie, c'est de l'économie : 40cm par personne... «Mais attention, c'est de la belle ouvrage». Economie, mais qualité, crédit «gratuit» ou «total», «mini mensualités», tels sont les nouveaux thèmes du crédit... quand il ne promet pas du travail !



La nature dans la maison

Le salon de jardin devient salon tout court ou coin-repas. C'est plus gai, et c'est la mode !
2 salons ! pour vraiment pas cher 895 F seulement. L'été, vous déjeunerez sous vos arbres, confortablement assis. L'hiver, c'est encore un peu de nature qui entre dans la maison. Il vous permet d'installer 8 personnes autour de la table - plus 2 paresseux confortablement allongés dans leur chaise longue ! Mais attention, c'est de la belle ouvrage.

Vos problèmes résolus en voyage, au bureau, à la maison avec la toute nouvelle machine à écrire

et la calculatrice

«Avec seulement 50 F à la commande... la toute nouvelle machine à écrire... pour changer votre emploi, reprendre votre activité professionnelle, pour votre travail d'appoint ou à domicile...»

Pour la mère de famille accaparée par les travaux ménagers et les enfants à élever, pour la fille au chômage, n'est-ce pas l'espoir de ce travail qu'on va enfin pouvoir caser aux moments de liberté, l'espoir d'une qualification qui donnera plus de chances à l'embauche ?

Avec le crédit à consommation, voici le chômage résolu, le salaire qui va s'ajouter, la qualification qu'on va acquérir... Tout ce que le capitalisme refuse aux travailleurs, le voici à portée de la main, presque gratuit !



PENURIE ET SOLIDITE A CREDIT

C'est un modèle de consommation d'un genre nouveau que nous offre la bourgeoisie : consommer moins, consommer sûr, consommer solide, consommer durable ! Fini l'ère des gadgets : aujourd'hui, ce qu'il nous faut, c'est «une FIAT qui dure dix ans», c'est la machine à laver X «économique de votre linge», et le service après-vente gratuit...

Le crédit à la consommation est devenu la liberté, la reconquête de notre «personnalité» des griffes de la société de consommation, c'est une autre manière d'être intelligent : acheter sûr, acheter solide, c'est se prémunir contre les difficultés de l'avenir, c'est «escompter»... le chômage de demain...

Demain, nous vivrons chômeurs ! Avec la «nature dans la maison» et un atelier de bricolage pour faire des économies. Une nouvelle qualité de la vie ?

37^{eme} Congres CFDT

UN TOURNANT ?

Du 25 au 29 mai 1976 à Annecy, s'est tenu le 37^{eme} Congrès Confédéral (national) de la CFDT. 1900 délégués ont eu pendant ces quelques jours à confronter le rapport de la direction sortante (« Rapport Maire ») et les orientations qu'elle proposait pour sa reconduction (Résolution « générale », Résolution « Action ») à leur pratique syndicale. Cela n'a pas toujours été le cas ! Bien que 130 intervenants se soient succédés, la lutte de lignes au Congrès était parfois quelque peu altérée, tant du fait de la somme des amendements non retenus à la discussion (700 environ) que du mode de préparation et de désignation pour Annecy dont nous avons déjà eu l'occasion de dénoncer les conditions dans ces colonnes.

Ceci dit le 37^{eme} Congrès a été le moment d'une réelle et sévère bataille. Et ce, malgré l'absence ou le silence d'importants syndicats, connus comme critiques vis-à-vis de la direction confédérale, mais qui n'ont pas estimé ce Congrès comme leur meilleure tribune (métaux Bordeaux, certaines organisations de Basse Normandie ou de Franche Comté, etc...)

L'inquiétude pour l'avenir, les incertitudes d'une organisation peu ou mal gouvernée d'ici l'« horizon 78 » (les législatives) tenaillent désormais la « nouvelle » direction confédérale CFDT, mal élue à Annecy (66 % des mandats au lieu de 87 % en 73 au précédent Congrès !). Le réformisme a en effet été contesté à Annecy, en fin de compte sur des bases à la fois plus étendues et plus fermes même qu'en 73 à Nantes.

des positions internationales inquiétantes

Le premier terrain de contestation de la direction, pour l'essentiel social-démocrate, de la Confédération CFDT a été l'international. Cela n'aurait pas dû étonner, en effet : il a déjà été souligné à diverses reprises combien les orientations internationales de la Confédération, pratiquement pas discutées à la base sauf impulsion de travailleurs communistes ou syndicalistes révolutionnaires, étaient dangereuses. Rappelons nous : l'invitation du « syndicat » d'Etat sioniste (la Histadrout) au Congrès de Nantes, le soutien à la Résolution 242 de l'O.N.U. qui nie les droits fondamentaux du peuple palestinien, le voyage de Maire en Israël ; les calomnies grossièrement anti-communistes et anti-chinoises de la délégation confédérale de retour de Chine (dans « L'Unité », le journal du P.S.)... et surtout, les liens avec le pire réformisme international. Car, depuis 2 ans surtout, la CFDT a été entraînée dans une opération de restructuration du « mouvement syndical mondial » fort plaisante pour le P.S. Ainsi, après avoir lutté dans la Confédération Mondiale du Travail (C.M.T.) d'obédience « chrétienne », pour un rapprochement avec la Confédération Internationale des Syndicats dits « libres » (C.I.S.L.) dont le plus beau fleuron en France est F.O., la direction confédérale CFDT avait presque partie gagnée.

Des anciens responsables CFDT se sont hissés tant à la direction de la CMT que de l'organisme « unitaire » européen où commencent à être brassées ensemble les Confédérations ex CISL et celles ex CMT : la Confédération Européenne des Syndicats. Tous les produits les plus connus du réformisme européen s'y bousculent, à qui pratiquera le plus élégamment la collaboration de classe : le DGB allemand, le TUC britannique, la LO suédoise et les croupions luxembourgeois, personne ne manque désormais à l'appel de la social-démocratie européenne ! Et c'est là dedans que le Secteur International de la CFDT (mené par René Salanne) voudrait entraîner la Confédération à « mener la lutte ». La sombre magouille qui justifierait la participation à ce bloc (anticommuniste bien plus qu'anti-révisionniste) sous l'hégémonie du syndicat allemand « kollabo » DGB, serait la possibilité pour la CFDT d'y renverser (?) la tendance à la collaboration de classe à l'aide des syndicats plus progressistes des Pays Bas et d'Espagne, de faire pression dans la C.E.S. pour une « ouverture aux organisations syndicales du Tiers Monde ».

Jeanine Suiza, parlant au nom des syndicats de l'habillement-Cuir et Textiles (HA-CUI-TEX) de la région parisienne combattit ces méandres social-démocrates et la

fusion réactionnaire CMT-CISL qu'ils supposent, dénonçant le rôle de la CIA et exigeant «une action syndicale clairement anti-capitaliste et anti-impérialiste» comme préalable à toute «restructuration». Près de 42 % des voix vinrent appuyer cette position. Le «réalisme» et la «nécessité de tenir compte de l'affiliation à la CISL des principaux syndicats des pays développés» ne réunirent, péniblement, que 48 % des mandats.

Le vent de la révolte a soufflé très fort à cette occasion. Et il y avait de quoi !

Déjà l'éclectisme de la liste des invités étrangers au Congrès laissait beaucoup à penser sur les conceptions syndicales de la direction confédérale : encore une fois deux délégués de l'Histadrout (que la présence d'un camarade palestinien de la F.T.P. ne saurait «compenser»!), des délégués des services internationaux du B.I.T. (Bureau International du Travail de Genève) dont M. Jean de Givry (représentant patronal) et le responsable de l'Information Syndicale près des gouvernements du Marché Commun...

Soucieux de ne pas provoquer d'«incident», René Salanne ne disait d'ailleurs pas toujours les véritables fonctions de chacun et passa sous silence, par exemple la présence de l'attaché social d'ambassade d'URSS, dont le Syndicat National de la Distribution des Eaux devait, par la suite, demander vainement l'exclusion...

Il n'en fut pas de même de l'attaché social de l'ambassade des USA !

En présence de représentants du peuple chilien, cette invitation avait un goût amer de provocation.

C'est ce qu'indiquèrent 34 syndicats des régions de Lille et Bordeaux en déposant une motion d'ordre qui visait à suspendre les travaux du Congrès «jusqu'au départ du représentant des USA».

12 860 délégués (54,16 %) leur donnèrent raison et désavouèrent ainsi massivement le Bureau National. La «calotte» infligée par la suite à R. Salanne au moment du vote du nouveau Bureau National, à la fin du Congrès (12 607 voix seulement, élu 28^{ème} sur 31 !) prouvera que les délégués ne seront ni dupes ni oublieux. Pourtant, Maire essaiera de brouiller les cartes en mettant dans une motion démagogique (passée avec 71 % des voix) les journalistes et les informateurs des ambassades sur le même plan et en dénonçant «l'intolérance incompatible avec l'autogestion»..

les luttes et l'«horizon 78»



Sans nul doute, c'est sur la question des «débouchés politiques» de l'action syndicale et l'appréciation de la situation du mouvement des masses, de leurs aspirations, que la bataille politique se fit la plus sévère.

On peut regretter certains silences de syndicats dont le bilan pouvait éclairer mieux les débats, ou encore la confusion de certaines interventions d'opposants au Bureau National qui n'a pas permis de la sorte de convaincre assez, de rallier plus... Et il est de fait que sur certains votes, la direction confédérale avait choisi comme terrain de bataille des amendements mal rédigés, schématiques, qui n'étaient pas de nature à unir tout ce qui pouvait être uni contre le réformisme. Assurément, c'était là une tactique délibérée ! Pour l'équipe de Maire, il fallait diviser les opposants, minoriser les positions révolutionnaires, les caricaturer même.

Le P.S. et ses alliés ont bien failli y parvenir : certains délégués de syndicats opposés à la ligne réformiste dominante ont trop souvent fait passer de mauvais soucis tactiques, des «intérêts de boutiques», des réflexes «gauchistes»... au premier plan. Agissant ainsi, certains (LCR, une partie du PSU...) ont fait le jeu de la direction confédérale. S'ils avaient réagi de la sorte, les militants et sympathisants du PCRml, de la GOP, de Révo ! ou d'HR, et bien au delà, les syndicalistes révolutionnaires, auraient pu longuement polémiquer : ne serait-ce que sur la formulation, par exemple, du texte du Syndicat de l'Administration des affaires sociales «sur les luttes d'ensemble des travailleurs», et l'ambiguïté de sa notion d'«offensive populaire»... Mais où était donc le principal, si ce n'est dans la recherche d'une alternative commune face au réformisme sur un minimum de bases politiques d'opposition syndicale révolutionnaire ?

EXTRAITS DE L'INTERVENTION DU SYNDICAT
DES METAUX DE LYON 7^{ème}

Le socialisme ce n'est pas la prise de pouvoir électoral par une majorité de gauche. Le socialisme ne peut s'inscrire que dans le prolongement des luttes d'aujourd'hui.

Or quelle a été l'attitude des partis du programme commun dans les dernières luttes ? Les revendications sur lesquelles des millions de travailleurs luttent : augmentation uniforme, pas de licenciements, embauche sur place, contre les cadences, sont-elles reprises par le programme commun ? Enfin quand la CFDT a été attaquée sous le prétexte de l'armée, où était l'union des forces populaires ? Où étaient le PCF et la CGT ? Où était le Parti Socialiste ?

Nos perspectives ne sont-elles pas d'abord et avant tout dans la défense, l'extension des luttes, leur coordination, leur popularisation ? Notre stratégie, nous devons l'établir à partir des idées de contestation du capitalisme en crise, les idées de la nouvelle société à construire qui sont présentes dans les luttes et leurs revendications.

Pour nous, l'accès au socialisme exige de changer complètement et rapidement l'économie capitaliste et l'appareil d'Etat. Changement de l'entreprise, de l'armée, de l'administration, l'enseignement, etc... jusqu'aux mass media et les masses populaires se dotant d'organismes contrôlés par elles, et pour servir leurs intérêts. Oui, la CFDT doit être indépendante des partis du programme commun, et précisément dans la période qui s'ouvre. Oui, en cas de victoire électorale des partis de gauche, la CFDT doit encore plus renforcer son indépendance et sa force de contestation malgré les pressions qu'elle subira. Oui aujourd'hui, face à la crise capitaliste, face à l'offensive de répression de la bourgeoisie contre les travailleurs, il faut développer les luttes et les étendre pour un mouvement d'ensemble autonome des perspectives électorales. Sur cette base, il faut développer l'unité d'actions syndicales.

C'est pourquoi, il est très important de noter que sur un maximum d'interventions et d'amendements a pu se dessiner une ligne de partage en fin de compte assez conséquente (de 25 à 30 % des mandats du Congrès se retrouvaient généralement).

Comme le disaient les cheminots d'Amiens et Boulogne, à partir de ce Congrès, il y a *actuellement un clivage dans la CFDT entre ceux qui cherchent à rassurer, à l'image de ce que font les dirigeants actuels de la gauche, et ceux qui indiquent clairement les priorités à réaliser (la prise du pouvoir d'Etat et son contrôle politique par les travailleurs), ceux qui refusent la gestion du capitalisme et font de l'action de masse et de classe le seul garant du socialisme que nous voulons !*



A partir de quoi s'est donc caractérisée cette opposition ? D'abord dans l'appréciation, foncièrement négative, portée sur le rapport Maire, sur le bilan de la Centrale syndicale notamment depuis 74.

Ils ont été nombreux ceux qui, montés à la tribune du Congrès, y firent le procès de l'accord du 26 juin 74 CGT-CFDT (AP-Paris, Banques, cheminots Vierzon...), des Assises soi-disant « pour le socialisme » (Fédération Hacıutex, INRA, Deux Sèvres, Caisses d'Epargne...) de la subordination des luttes aux échéances électorales (Hacıutex Ardèche, Griffet, Métaux Lyon 7^o, Sécurité Sociale Lille,...) ; nombreux aussi ont été ceux qui sont venus dénoncer des impasses, des silences malsains du rapport : sur les femmes travailleuses (Assurances Paris, Hacıutex Saint-Etienne, Chimie-Grenoble,...), les OS (Fédération des Services, Métaux Lyon 7^o...), la coordination des luttes contre la crise (Postaux Paris, Chimie Paris et Saône et Loire, Hacıutex Haut Rhin...), les aspirations régionales (Union Régionale Languedoc, G. Caro,...) sur l'appareil d'Etat (Fédération des Finances, Police-Paris...), etc...

En fin de compte, ce fut bien plus qu'une simple énumération de « ce qui ne va pas dans le rapport », mais des choix de sociétés et de politiques syndicales qui s'affrontaient !

Derrière les grandes phrases creuses, les coups de chapeaux aux femmes et aux immigrés, l'autosatisfaction la plus éhontée s'étalait dans le rapport Maire : au mépris de la réalité (et sans doute pour éviter d'avoir à s'autocritiquer) la CFDT devenait, dans la bouche d'E. Maire, le levain mirifique dans la pâte d'innombrables luttes, coordonnées à cheval sur la tour Eiffel (10 juillet 75) aux journées d'action (13 mai 76 et autres)... Et bien sûr, si tout cela s'était fait, si le sort des

travailleurs avait changé en mieux («la CFDT a marqué des points ces dernières années, dans sa volonté de relèvement prioritaire du pouvoir d'achat des salaires les plus bas»), c'était grâce à la potion magique des «perspectives autogestionnaires»...

Quel bilan tronqué ! Alors que les camarades syndiqués CFDT attendaient des explications sur les difficultés à organiser la réplique à la crise, sur les journées d'inaction sans résultat et à répétition, sur les luttes bradées (comme à la SNCF en 76), sur l'absence d'initiatives confédérales valables depuis des mois et des mois, sur les inconséquences des initiatives à propos des libertés démocratiques, sur la concession à la ligne «Programme Commun» de la CGT, mais aussi sur le sectarisme de boutique qui secoue depuis quelques mois le mouvement syndical... Rien ! Maire n'en a rien dit ! Par contre, il fut très loquace sur les tâches qui attendent la CFDT dans le cadre d'une victoire de la «gauche» en 78 !

En toute logique, E. Maire a réaffirmé qu'il s'agissait à la CFDT d'*«inciter les travailleurs à traduire leur comportement syndical dans le domaine politique»*, autrement dit «à gauche» ! Pour lui, pas de doute, en ce moment *«se précise l'espoir d'une victoire prochaine de la gauche»*. Et c'est à cela que le Bureau National veut faire travailler la CFDT. Les luttes, pour être utiles à la social-démocratie autant que le souhaite l'équipe réformiste confédérale, doivent devenir *«le soubassement indispensable à toute action d'un gouvernement de gauche»* !

Contre cette perspective, à peine maquillée de grandes proclamations d'*«indépendance»* à bon marché, toute une partie du Congrès s'est levée.

Avec les camarades des Métaux de Lyon 7ème, de la Sécurité Sociale du Nord, des Caisses d'Épargne, du Betor et contre la soumission de l'Union des Forces Populaires aux perspectives du Programme Commun et à l'action des partis dits de gauche, près du tiers des délégués ont condamné le rapport Maire !

Là est l'avenir de la CFDT, dans cette opposition substantielle où pour la première fois ce ne furent pas seulement quelques syndicats des bureaux d'étude parisiens ou de secteur santé, social, mais aussi des métaux, des cheminots, des travailleurs de la Chimie et du Textile qui contestèrent...

De ce refus, une alternative peut et doit naître maintenant ; dans les amendements et interventions qui réclamaient une offensive contre la crise, autonome par rapport aux projets révisionnistes et réformistes, unissant les forces populaires sous la direction de la classe ouvrière, la perspective d'un autre syndicalisme travaillant à une issue révolutionnaire à la crise s'est dégagée à Annecy. Les efforts du nouveau Bureau National pour le faire oublier resteront vains !

des clivages qui s'approfondissent

Qu'a fait la nouvelle direction confédérale ?

Elle s'est querellée (et parfois violemment) au sujet des quelques milliers de voix qui ont manqué aux tenants les plus acharnés de Maire lors de l'élection du Bureau National : chacun d'accuser l'autre de collusion avec les «coucou» et tous de se décrier «il n'y a pas de gauchistes à la direction confédérale»

Cela personne n'en doute après le premier Bureau National (tenu à Bienville les 17, 18 et 19 Juin) où furent incendiées «l'action des groupes gauchistes», la «stratégie suicidaire» et les «analyses passéistes» (référence à la dictature du prolétariat, stratégie révolutionnaire) des opposants... Et pour «renforcer la cohésion de l'organisation», tout cela a commencé à déboucher :

- sur la reprise de la chasse aux sorcières (par exemple à l'Union Locale de Dunkerque)...

- par une attaque en règle contre la «coordination des luttes» tenue à Lip le 6 Juin...

Voilà les leçons que les Confédéraux tirent de ce Congrès : réprimer, étouffer l'opposition avant qu'il ne soit trop tard, en tout cas avant 78 !

Les réformistes s'affolent : aux révolutionnaires de leur donner de bonnes raisons pour cela...



LES VOTES DU CONGRÈS

● «Pour l'hégémonie de la classe ouvrière dans l'union des forces populaires et pour la transformation radicale de la société»
42 %

● Contre l'union Confédérale des cadres, «structure parallèle et privilégiée»
41 %

● Contre la fusion CISL-CMT dans la Confédération Européenne des Syndicats

41 %

● Pour des augmentations égales pour tous

32 % (plus 5 % par rapport à Nantes 73)

● Pour les pratiques démocratiques des Comités de grève, AG etc
31 % (plus 16 % depuis le 36^{ème} congrès de Nantes de 73)

● Union des Forces Populaires, comme «union dans l'action sans exclusive, de tous les travailleurs et de toutes les organisations sur une base de classe clairement anticapitaliste et refusant le Programme Commun»

28 %

● Refus de subordonner l'action de masse à l'action gouvernementale de la gauche

28 %

● «Pour des luttes d'ensemble, une offensive généralisée des travailleurs contre la crise».

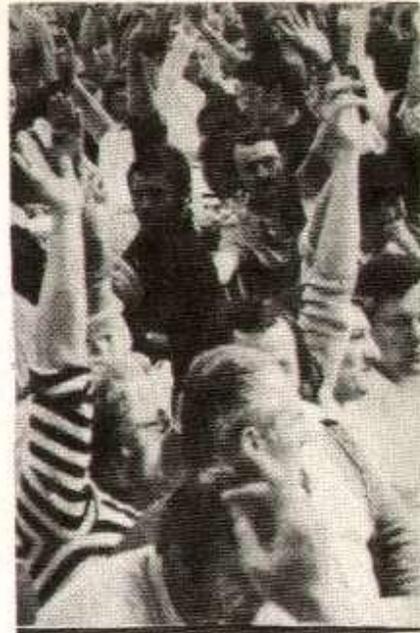
26 %

● «Pour une unité d'action conflictuelle et égalitaire avec la CGT», «contre l'unité à tout prix et les conséquences de l'accord du 26 juin 74»

22%

● «Pour des objectifs d'action crédibles et capable de mobiliser les masses, contre le socialisme en morceau des objectifs de transformation»

21 %



En ce moment, avec plusieurs semaines de recul, la Commission Exécutive fraîchement élue après le 37^{ème} congrès CFDT fait ses comptes d'apothicaire. Elle le fait sous le coup des sarcasmes de Séguy qui, pour conforter sa position dans les discussions unitaires à venir, souligne à qui veut l'entendre que «la CFDT est divisée ; avec 40 % d'opposants au lieu de 0,4 % à la CGT». Passons sur le chiffre des syndicalistes opposés à la ligne révisionniste dans la CGT, dont chacun sait qu'il ne se mesure pas aux mandats du 39^{ème} congrès du Bourget où à quelques rares syndicats près, la contestation fut soigneusement tamisée, muselée au préalable.

Nous aurons d'ailleurs l'occasion de faire le point prochainement à ce sujet, à l'occasion d'un premier bilan de la campagne des 3 millions d'adhérents de la CGT et des initiatives révisionnistes de la période sur le terrain des luttes et du syndicalisme.

Il est intéressant par contre de voir que d'ores et déjà, les réformistes s'agitent pour effacer les traces des coups portés par l'opposition au Congrès CFDT d'Anancy.

De toute force ces gens-là pèsent sur la réalité syndicale d'après-congrès pour résorber, réprimer même, ce qui naît et se développe comme une alternative à leur direction dans la Confédération. Et ce à tous les niveaux !

Anancy, bien plus que Nantes (36^{ème} congrès CFDT) marque donc l'ouverture de bouleversements syndicaux, très sains en fin de compte : penser le syndicalisme, l'orienter, le pratiquer comme outil des travailleurs pour leur émancipation, comme partie prenante du rassemblement des forces vives des travailleurs autour du prolétariat, contre la crise, et dans cet effort là, avec l'ouverture de la masse des syndiqués aux perspectives révolutionnaires.

Voilà ce qui apparaît comme le résultat d'une pratique «de masse et de classe» réelle qui, depuis Lip 73, a traversé la CFDT, et y a fait naître ou y a souligné des clivages profonds (dont le 37^{ème} congrès a été un révélateur, encore partiel).



RACISME, OPPRESSION, EXPULSION...

ETRE IMMIGRE EN FRANCE

Ils sont plusieurs centaines de milliers en France aujourd'hui qui, chaque matin, à moins qu'ils ne travaillent de nuit, vont au travail, à l'usine, dans les rues. Qui sont-ils ? Qu'ont-ils de particulier ? Rien, ce sont des travailleurs comme les autres, enfin presque. Eux, ils sont immigrés. Immigrés, cela veut dire rejetés, isolés ; cela veut dire, en plus de l'exploitation «habituelle», tout un cortège de haines, de brimades. Mais immigrés, aujourd'hui, ça veut dire de plus en plus souvent aussi révoltes, luttes.

A Paris aujourd'hui, comme dans la banlieue, la chaleur accablante les a poussés sur les trottoirs de l'hôtel où ils habitent, à la terrasse du café voisin. Seul il attend, écoute le petit groupe de ceux qui discutent, parlent du pays, de la vie quotidienne et attendent. Bientôt, il y aura les vacances. Certains d'entre eux vont aller faire un tour au pays. S'ils le peuvent, ils y retourneront tous les ans, revoir la famille, se retrouver chez soi. S'ils sont venus en France, la plupart, c'est parce que c'était la seule solution pour eux : il fallait trouver du travail, aider la famille à vivre. «*Il paraît qu'en France...*». Alors c'est

L'EXIL

Pour la plupart, ils étaient paysans, travailleurs agricoles. Quelques-uns avaient déjà travaillé là-bas, mais ne gagnaient pas assez pour faire vivre toute la famille ou acheter ce qu'ils voulaient. D'autres encore sont venus pour terminer leurs études, mais bien vite, ils ont pris le chemin de l'usine.

Ce samedi, après midi, je les rencontre. Ils sont Marocains, ils se sont réfugiés à l'ombre sous quelques arbres. Pour venir les voir, il a fallu prendre le métro, le bus, puis marcher un peu. Dans cette banlieue ouyrière, où les immigrés sont nombreux, la question des transports n'est pas plus simple à résoudre. Ils racontent : «*Nous, pour la plupart, on était travailleurs agricoles. Mais pour vivre à la campagne chez nous, c'est de plus en plus difficile, il y a une politique d'appauvrissement, il n'y a pas d'industrie, sauf le*

tourisme. On n'a pas de quoi vivre, alors il y a deux solutions. D'abord, on va à la ville. Là on découvre les magasins avec les belles vitrines et tout ce qu'il y a dedans. On est confronté à d'autres idées, aux idées bourgeoises. Et puis, on voit les touristes, les touristes français par exemple, ils ont beaucoup d'argent ; ils le dépensent sans compter, ils ont vraiment l'air riches, aisés ; ça t'impressionne. Une fois à la ville, tu cherches du travail, mais il n'y en a pas assez. Alors là, il faut faire le choix : ou tu restes à la ville et tu deviens voleur ou alors tu t'exiles, tu pars pour la France».

Pour les jeunes scolarisés, s'ils sont d'origine populaire, le choix est restreint également. Il faut se soumettre, aller jusqu'à entrer chez les flics, dans l'armée ou alors tu émigres.

LE MARCHÉ AUX ESCLAVES

S'il a «choisi l'exil», le travailleur marocain, par exemple, commence à affronter les marchands d'esclaves. Il achète un contrat, passe dans un centre de tri affilié à l'Office National de l'Immigration en France. Là, il passe divers examens médicaux, on mesure sa force... et il signe son contrat. Souvent ce qu'il a signé, il ne le sait même pas. Beaucoup sont analphabètes et ne comprennent pas le texte du contrat ; un contrat de trois mois, de six mois, dans quelles conditions... Il va le découvrir petit à petit.

Certains viennent sans contrat et, sans papier, c'est le cas de ces travailleurs que Citroën, Simca viennent chercher. Les patrons en ont besoin pour une période déterminée. Après, qu'ils se débrouillent.

LA FRANCE OU LES ILLUSIONS PERDUES

Quand vous leur demandez ce qu'ils s'imaginaient trouver en France, avant d'être confrontés à la réalité, ils hésitent, vous regardent, esquivent en disant «Pas ça». Il faut insister longuement, leur assurer qu'on ne leur en voudra pas. C'est clair, ils pensent «C'est son pays, je n'aimerais pas qu'on dise du mal de mon pays». Mais petit à petit, tout ce qu'ils ont sur le cœur jaillit de leurs lèvres, la France «civilisée, pays des libertés», la France d'aujourd'hui se retrouve au banc des accusés.

Qu'il soit Algérien, Marocain ou Tunisien, la première chose qu'il dit, c'est «Chez moi, quand un étranger arrive, on l'accueille, on l'invite, on s'occupe de lui, on lui fait honneur, on fait parfois des sacrifices pour ça».

Avant de venir ici, tous pensaient que la France était un pays libre, où tout le monde se ressemblait, où il n'y avait pas de différence entre les hommes. La France a une immense réputation de culture, d'amitié, de richesse...

En arrivant, ils pensaient être accueillis comme on le fait chez eux, trouver des amis, gagner de l'argent, apprendre beaucoup, avoir de beaux vêtements, pouvoir s'acheter tout ce dont ils ont envie comme ils l'ont vu faire aux touristes dans leur pays. Bref, ils pensaient trouver la société d'abondance, la société où tout le monde a le droit de s'exprimer, de s'instruire. Et puis, comme le disait Sliman, travailleur marocain, en France depuis 6 ans, venu après avoir raté son bac : «Chez nous, quelqu'un qui est allé en France est un peu supérieur : il est bien habillé, propre, il est instruit ; même s'il a vécu dans la misère, il a vu beaucoup de choses, il a des choses à dire». Et pourtant, quand ils rentrent au pays, ils n'osent pas trop dire la vérité. Pourquoi ? «La France, je croyais que c'était correct, mais tout le monde cherche à écraser les immigrés. Quand je vais voir ma famille, je leur parle de la France, je leur dis que c'est bien... C'est normal parce que je ne peux pas leur dire que ce n'est pas bien, ça leur ferait du souci, et puis ça ne se fait pas...».

— Alors la France ?

Un rire, gêné, amer, un regard espérant que l'interlocuteur ne va pas se fâcher.

— La France, ce n'est pas ce qu'on croyait, ce n'est pas très beau la France.

Et, ils commencent à raconter.

PREMIER CAUCHEMAR : LE LOGEMENT

Quand il arrive en France, le travailleur immigré s'adresse d'abord à ses copains, à ceux qui viennent du même village ou aux membres de sa famille s'il en a. Il se débrouille avec eux pour loger

dans un bidonville, ou dans le foyer, mais là, c'est difficile, très surveillé par la police, le gérant qui est souvent un filc en retraite, un ancien d'Afrique du Nord. Trouver un logement, ce n'est pas facile quand on ne parle pas français, que rien n'est fait pour t'accueillir et t'aider. Automatiquement, le nouveau venu recherche les quartiers où habitent des travailleurs de son pays. Là, au moins des gens parlent la même langue et l'aident dans la mesure de leurs moyens, ils ont connu le problème eux aussi. Ils l'hébergent jusqu'à ce qu'il ait trouvé quelque chose pour se loger, jusqu'à ce qu'il ait du travail quand il n'en avait pas avant ou que le contrat ne marche pas.



QUATRE DANS 12 M²

Lui est algérien, il est en France depuis 12 ans. Il travaille dans la banlieue Nord. Il a été obligé de venir en France pour trouver du travail, donner un peu d'argent à sa famille. Aujourd'hui, il est marié, il a deux filles. Je les ai rencontrés chez eux.

Chez eux... On pénètre dans un petit immeuble calme, on grimpe jusqu'au quatrième étage dans la seule pièce qui leur sert d'appartement, elle doit faire à peu près 12 m², il y a dans un coin un petit coin-cuisine aménagé. Les deux petites filles trottinent et jouent dans la pièce pendant que nous parlons.

«J'ai demandé un HLM en banlieue, mais ils m'ont répondu que la préfecture les avait interdits pour les immigrés». Alors ils continuent à vivre ici. L'an dernier, sa femme en a eu assez, elle est repartie, elle se sentait seule, isolée, abandonnée. Cette année, elle est revenue, les deux petites sont là, il faut trouver autre chose, mais c'est difficile. «Ici, je paie plus de 550 F.».

C'est encore Sliman qui raconte : *«A mon avis, le problème n°1 c'est le logement : le soir, il faut se loger ; on ne trouve pas, même dans les foyers Sonacotra. Là il faut s'inscrire et attendre plusieurs mois. En arrivant à Paris, j'ai fait les petites annonces. Je téléphonais, on me disait d'abord oui, puis on me demandait ma nationalité, je savais alors que ça voulait dire non. Si j'allais directement sur place, celui que je trouvais me disait qu'il ne commandait pas, que ce n'était pas lui qui décidait, qu'il fallait repasser plus tard, ça voulait dire aussi le refus de louer. Un jour, je vois une annonce dans une agence : 1 pièce libre, coin-cuisine, 60 F par mois. J'entre. Avec des sourires professionnels, ils me disent que c'est pris depuis une demi-heure. Mais le lendemain, quand je repasse devant, c'est toujours affiché».*

S'il veut prendre un logement en HLM, il faut faire une demande et attendre très longtemps. Pour faire venir sa famille, l'autorisation n'est donnée que si le logement est estimé assez grand, les ressources suffisantes. De toute façon, pour avoir un logement décent, il faut un salaire très élevé et attendre, toujours attendre, après avoir rempli des montagnes de papiers.

ACCEPTER N'IMPORTE QUEL TRAVAIL

Après le logement, il y a le problème du travail. Souvent ils ont fait tout et n'importe quoi, ils ont accepté tous les travaux parce qu'ils en avaient besoin. Pour avoir ses papiers, il faut un domicile et un emploi. Dès que tu perds l'un ou l'autre... Alors même les conditions de travail les plus mauvaises sont acceptées. Parfois, c'est à l'immigré qu'on donne la plus vieille machine, celle qui marche moins bien. «Ils sont obligés de venir gagner leur bout de pain en France alors ils acceptent tout, se dit le patron, et s'il a un accident, on le renverra dans son pays, ça coûte moins cher qu'un Français».

Regardez autour de vous, vous verrez quels sont les travaux que font le plus souvent les immigrés. Qui balaye la rue toute la journée, qui nettoie les quais du métro, qui ramasse les poubelles, qui accomplit des travaux de force, des travaux dangereux... Bien sûr, ce ne sont pas systématiquement les immigrés, mais en grande majorité ce sont eux.

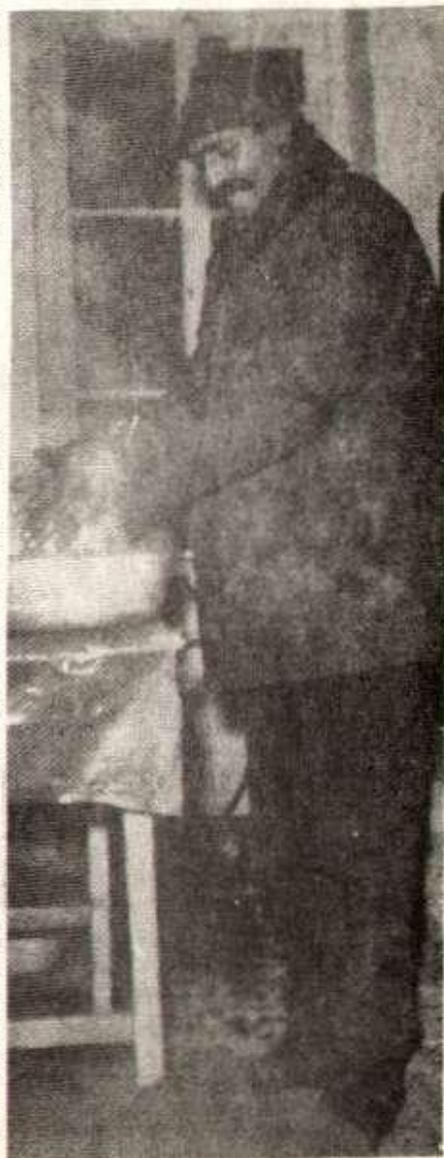
Le logement est vraiment un problème comme l'explique ce jeune immigré, né en France de père algérien et de mère marocaine : *«Avant ma naissance, mes parents vivaient dans une tente sur un terrain vague de Colombes. Quand je suis né (je suis le troisième enfant), on est allé dans une cité d'urgence, c'était un véritable bidonville ; j'y suis resté jusqu'à dix ans. Aujourd'hui, on vit dans un HLM, nous sommes treize dans un F5, mais ça va, c'est bien».*

Il y a toute sorte d'obstacles pour se loger, comme par exemple celui rencontré par un travailleur algérien qui vit ici avec sa femme et ses deux filles. Il a demandé un HLM dans une ville de banlieue dont la municipalité est P«C»F. On lui a répondu que le préfet avait interdit d'accorder des HLM aux immigrés... Ou alors, c'est l'obstacle financier comme pour cet autre travailleur algérien, d'abord logé en foyer, après de nombreuses démarches, il a enfin un studio, mais comme il ne gagne que 1500 F par mois, il doit retourner vivre au foyer.

Pour trouver un logement en dehors des foyers et des taudis, ça marche à la combine, ou alors ce sont des amis français qui les ont trouvés comme c'est le cas pour Sliman et Larbi, deux travailleurs marocains.

Ce sont des travailleurs marocains qui travaillent toute la journée dans des chambres froides où il fait -30° allant et venant sans arrêt de ces chambres à l'extérieur, subissant sans cesse les écarts de température qui au bout de quelques temps font que vos poumons ne vont plus très bien. C'est ce jeune Algérien à qui le patron refuse de donner les produits qui atténueront les effets toxiques de la peinture dans laquelle il travaille toute la journée avec la sempiternelle réflexion *«Si tu n'es pas content, retourne dans ton pays».*

«Quand je rentre à l'usine le matin, c'est comme si j'allais en prison. Sans arrêt je me dispute avec le chef. C'est le neveu du patron, il est raciste. J'étais O.S. sur machine, ils m'ont changé de postes plusieurs fois, puis ils m'ont mis balayeur. Le chef me disputait mais je n'avais pas peur. Quand je voulais aller aux toilettes, je laissais un papier «Je suis aux toilettes». On était mal payés, après les autres ont fait comme moi».



Quand on est immigré, on ne peut guère se passer des heures supplémentaires. Avec le coût de la vie en France, les salaires qui ne dépassent pratiquement jamais 2 000 F, l'argent à envoyer à la famille... le patron en profite et c'est souvent plus de 50 heures par semaine. Et si on lui demande de venir travailler le samedi, il vient à cause de son salaire de misère, alors les patrons ne se privent pas de rattraper les jours perdus ! *«Ce n'est pas une vie d'être séparé de notre famille, on arrive ici avec une force toute neuve, on repart vidé. Bien sûr, on nous allèche, le patron jette de la poudre aux yeux avec ses histoires de participation, de retraite... Mais en fait, on n'a rien».*

Les travailleurs immigrés, souvent, sont embauchés en intérim. Ils gagnent un peu plus, mais en fait, ça permet surtout de les utiliser pour accentuer les divisions pour briser les grèves et cela ils sont de plus en plus nombreux à en être conscients.

Mais la hantise aujourd'hui, c'est le chômage. On peut trouver du travail quand on est immigré parce qu'on accepte n'importe quoi, mais aujourd'hui, même dans ce cas, il y en a qui chôment depuis un an ou plus et qui ne trouvent rien. Pour eux, ça veut dire qu'ils perdront bientôt leur logement, et c'est l'expulsion hors de France qui s'approche à grands pas.

«Je croyais que c'était le paradis»

Larbi est marocain, il est venu en France depuis 5 ans.

«Je suis venu clandestinement. J'avais des problèmes avec les flics parce que j'avais participé à un mouvement de lutte. Avant de venir, je croyais que la France c'était le paradis que, à la limite, on trouvait de l'argent dans les rues. Je ne voyais pas ce qu'il y avait derrière. Tout le monde fait la g... Les flics, on n'en parle pas ! J'ai l'impression que pour les français, tout ce qui est nord-africain est algérien... et ils se rappellent la guerre d'Algérie, ça n'arrange pas les choses».

LE RACISME

«On nous a tout pris, même notre dignité»

— Qu'est-ce que c'est le racisme ?
— C'est sans arrêt, c'est dans chaque fait de la vie quotidienne.

Quand ils parlent du racisme, ils parlent de leur vie. C'est dans le magasin où il y a une queue, une femme passe devant lui, pas devant un autre, mais devant lui parce qu'il est Arabe, immigré. C'est au commissariat, à peine arrivé, on le tutoie, le Français à

côté, on lui dit vous. C'est le bus qui ne s'arrête pas parce que le seul passager qui attendait est immigré. Ce sont les patrons de café qui ne vous servent pas ou vous laissent attendre une demi-heure à trois quarts d'heure parce que vous êtes arabes. *«Moi, ça fait dix ans que je suis en France, je pourrais demander la nationalité française, mais ça ne changerait rien. Un Arabe reste un Arabe, j'aurais toujours le racisme contre moi».*



Le racism, il jaillit dans la plupart des journaux. Si vous vous donnez la peine de regarder les colonnes qui parlent des vols, des viols, des attaques, il est bien rare que l'auteur du forfait ne soit pas décrit comme ayant le teint basané. Si dans le temps, c'était le bolchévique qui avait un couteau, aujourd'hui c'est l'immigré, et il est dangereux, il n'est pas civilisé, il vous saute dessus sans crier gare, viole les femmes... Que n'a-t-on pas déjà entendu sur les immigrés ! Et quand vous leur en parlez, ils se renferment. Ils se renferment parce que ça fait mal. Plusieurs fois, cette phrase revient *«Je me suis demandé ce que j'avais de plus ou de moins...»* Au travail, dans la rue, pour le logement, considérés comme une race inférieure, même pas, comme des chiens ! Ce jeune Algérien raconte *«C'est dans le cœur que ça fait mal.*

Tu ne dis rien, parce que tu as appris à te raisonner, te dominer. Et puis si tu ripostes, tu peux avoir des ennuis. Quand tu es gosse à l'école, le racisme te fait vraiment très mal. Tu es faible, tu ne peux pas bien te défendre des fois, tu prends des coups et tu ne peux rien dire. Je me rappelle, une fois, c'était pendant le Ramadan. Les autres me regardaient rester tout seul dans la cour à midi sans manger. Après ils venaient et rigolaient en me disant «Alors tu fais le rat-mourant, tu fais le rat-mourant !» Heureusement aujourd'hui, il y a une réelle intégration au niveau des jeunes, des gosses ; ils n'en veulent pas du racisme, ils le rejettent».

C'est dans la rue, quand ils adressent la parole à une fille, ils se font insulter, elle leur jette tout de suite des regards haineux et peu-

reux, on en a tellement raconté ! C'est à l'usine, les réflexions sur les «crouilles», les «bicots». Sans arrêt, c'est le racisme, tu le ressens de partout. Mais de plus en plus, se fait jour la conscience que le racisme n'est pas venu de rien, qu'il est créé pour diviser, que les patrons cherchent à le développer. Souvent des travailleurs immigrés vous disent *«Les gens, je ne leur en veux pas. Ils ne comprennent pas. Ils répètent ce qu'on leur a dit, ce qu'ils ont lu dans les journaux. Ce n'est pas leur faute !»* Chez certains, il y a même un sentiment de culpabilité : *«Quand même, je ne suis pas dans mon pays»*. La propagande réactionnaire a fait son chemin *«Je ne suis pas dans mon pays, donc je n'ai rien à dire...»*. Et le racisme est toujours présent, mais aujourd'hui, on voit mieux d'où il vient. Dans les usines, il s'affaiblit. Enchaînés côte à côte, à la machine, Français-Immigrés développent leur lien et cela ils vous le disent. Mais il y a autre chose qu'ils affirment, comme le disait un jeune Algérien *«Aujourd'hui en France, ce sont les grosses têtes, les patrons qui en ont marre des étrangers»*. Pour les immigrés, depuis quelques années, leur intégration à la classe ouvrière se renforce, mais le racisme de la bourgeoisie va croissant. C'est ce qu'ils disent ainsi : *«Depuis deux ou trois ans, ça devient très dur. Il y a beaucoup de répression. Les expulsions n'ont plus la même forme, elles existent toujours, se développent même à n'importe quelle occasion, mais aujourd'hui, elles sont faites plus discrètement»*.

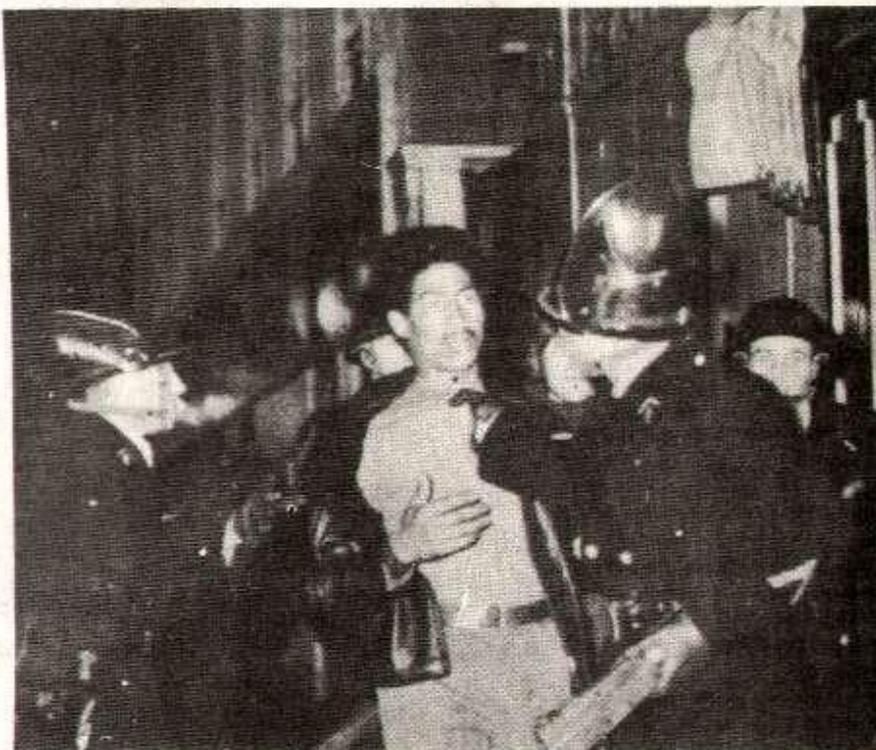
LA RÉPRESSION

Celle-là, elle est constante, du chef raciste à l'usine, en passant par le gérant «qui a fait l'Algérie» jusqu'aux commissariats et aux consulats, le travail de fichage, de surveillance commence à être rôdé. Les contrôles de flics, les opérations coups de poings, il n'y en a pas un qui y ait échappé. *«Moi, j'ai déjà été contrôlé une dizaine de fois. La police, il suffit qu'elle voie un étranger, même s'il se promène tranquillement, il faut qu'elle le chope et qu'elle l'emmène au central. La première chose qu'ils te demandent, c'est ta nationalité, puis souvent tu passes toute la nuit couché sur le ciment, face contre terre»*. Là encore ça va, mais

«On leur mettait tout sur le dos»

Il a un peu plus de vingt ans. Quand vous discutez avec lui, vous êtes d'abord surpris par son accent...tout ce qu'il y a de plus parisien. Pourtant, il est immigré, né en France, mais de père algérien et de mère marocaine.

«J'ai les deux nationalités, française et algérienne, mais je vais partir là-bas. J'ai toujours vécu ici, mais j'en ai marre d'être rejeté, du racisme...Dans mon HLM, il y a des voisins racistes. Chaque fois qu'il arrivait quelque chose dans l'immeuble, comme on était nombreux et arabes, on nous mettait tout sur le dos. Alors mes parents ne laissaient presque pas mes frères sortir. La concierge venait sans arrêt dire «on m'a dit que vos gosses ont fait ceci, ou cela». Une fois, mes frères étaient partis en vacances depuis 15 jours et la concierge s'est pointée en disant qu'ils venaient de casser un carreau. Quand on lui a dit qu'ils étaient partis depuis 15 jours en vacances, elle n'a pas su quoi dire, on ne l'a plus revue».



souvent, ces contrôles s'accompagnent de coups, de passages à tabac. Et si jamais il n'a pas tous ses papiers ou s'il est au chômage, ou qu'il n'a plus de logement, aujourd'hui, il peut s'attendre à l'expulsion rapide.

Dans leur travail, les flics français ont trouvé des auxiliaires, les flics des Amicales. Les régimes arabes concernés cherchaient un moyen de contrôler les travailleurs de leur pays vivant en France. Ils ont trouvé la formule de l'Amicale : *«L'Amicale est contre les travailleurs marocains, ce ne sont que des flics, une milice de Hassan ; elle dénonce tous*

ceux qui ne sont pas dans la ligne du régime». Aujourd'hui, on sait qu'à partir de 78, l'Ambassade ne renouvellera pas les passeports. Pour les faire proroger, il faudra aller au Maroc chercher une «carte nationale». *«Il faut tout faire pour empêcher l'application de ce décret, sinon, on sera nombreux à se retrouver en prison là-bas»*.

Les Amicales sont clairement un moyen de pression, pour convaincre les travailleurs immigrés de ne pas participer aux luttes puisque *«ils ne sont pas dans leur pays»*.



**Menacé
D'expulsion**

Jeune, calme, il est avec des copains dans le café à côté du foyer où il habite. C'est leur point de rendez-vous. Quand je commence à discuter avec lui, il me raconte aussitôt son histoire. Aujourd'hui, il a 21 ans, il avait 12 ans quand il est arrivé en France, il vit ici avec toute sa famille et pourtant...

«En décembre, j'ai été licencié de la boîte où je travaillais parce que je chahutais avec un copain. Depuis je ne trouve pas de travail. Je suis même allé en chercher en province, à Montceau-les Mines. Sans arrêt ils me faisaient venir, attendre 15 jours, revenir, re-attendre 15 jours, j'en ai eu marre, je suis revenu à Paris. Alors je n'ai toujours pas de travail.

Fin décembre, j'étais dans un café, j'avais fait la connaissance de deux filles. Quand le bar a fermé, on est sorti. Les flics tournaient dans le quartier; on les a vu tirer sur un gars. On s'est précipité pour le relever, voir ce qu'il avait; je voulais l'aider à rentrer chez lui. Là un motard m'a foncé dessus, m'a pris par les cheveux et m'a demandé ce que j'avais à dire. Je lui ai répondu que je n'avais rien dit, que j'aidais le gars à rentrer. Il m'a emmené à l'estafette, là ils m'ont battu. Je suis resté au poste 48 H puis je suis passé chez le juge. Comme je niais les faits dont on m'accusait, on m'a mis à Fleury-Merogis en préventive pendant dix jours. Ensuite, je suis repassé devant le juge. Le motard était là avec deux témoins (deux motards), moi j'étais tout seul. Ils m'ont condamné à deux mois avec sursis.

Aujourd'hui, je n'ai pas de boulot, pas de logement et l'autre jour les flics sont venus me chercher ici, dans ce café. Ils m'ont emmené au poste et m'ont remis une convocation pour passer au tribunal dans quatre jours. C'est pour passer devant la commission d'expulsion. Mais je ne veux pas partir, ma famille est là, j'ai vécu ici».

LA VOIE DE LA LUTTE

Face à cette situation de rejet, à ces conditions de vie et de travail infernales, les réactions commencent à se faire jour. C'est la colère contre l'isolement constant. S'ils restent entre eux, les travailleurs immigrés, c'est qu'ils sont difficilement intégrés par les travailleurs français dès que la porte de l'usine est franchie. Il n'y a qu'à voir le week-end. Pour eux, c'est comme les autres jours. Ils ne peuvent pas aller voir la famille, elle est trop loin, ils n'en ont pas les moyens, alors ils traînent, vont au cinéma, à Barbès, jouent aux dominos et attendent seuls.

Face aux complications administratives, c'est la colère, combien de tonnes de paperasses doivent-ils remplir alors qu'ils savent à peine lire et écrire? Quand on est immigré, il vaut mieux ne pas tomber malade, ni avoir d'accident du travail. Ne parlons pas des problèmes pour prendre les congés en étant sûrs de retrouver du travail au retour. Pour eux, la jungle administrative se complique. Et quand il s'agit de passer devant la commission d'expulsion ou de répondre à un tribunal, l'ignorance totale de leurs droits les amène souvent à payer cher des choses dont ils ne sont pas responsables.



Isolément, division, expulsion, oppression, répression, assez, il y en a assez. Les travailleurs immigrés se révoltent. On l'a vu dans la grève des foyers Sonacotra, on l'a vu l'an passé à Chausson, on le voit aujourd'hui aux Câbles de Lyon, à Longoménil...

Cette colère prend deux formes. Parfois épuisé, le travailleur décide de rentrer chez lui, de ne plus revenir, même si là-bas, il ne trouve pas de travail. Il en a marre de cette vie de paria. C'est là une autre forme d'expulsion «volontaire» que la bourgeoisie doit apprécier à sa juste valeur, elle qui aujourd'hui, vient chercher les gars chez eux le matin pour les mettre tout de suite à l'avion de peur qu'une mobilisation n'entrave des démarches d'expulsion plus longues. Ou alors, c'est la voie de la lutte et c'est celle qui s'affirme. C'est celle que veulent ces travailleurs marocains qui disent «Pour que ça change, il faut que les

Français luttent avec nous, sans eux on ne peut rien, sans nous ils ne peuvent pas lutter. Aujourd'hui Ponis ne peut pas vivre sans répression, et la répression n'a pas de frontière. C'est ensemble que nous devons lutter».

C'est aussi ce que dit Mila, jeune algérienne venue rejoindre son père en France, il y a bien des années alors que sorti de prison pour participation au FLN, pendant la guerre d'Algérie, il vivait en France en résidence surveillée.

Pour elle, être immigrée ça veut dire que «j'ai perdu ma culture, mes traditions. Je me sens complètement déracinée. Je suis prise entre deux feux, entre deux mondes. J'ai une culture «mitigée». Pour elle, encore «Au niveau de la classe ouvrière, une unité commence à se faire, face à la répression. Je

travaille dans une boîte de femmes, il y avait beaucoup de mesquineries, on m'a fait ressentir que j'étais arabe. A coups de patience, de discussions, je me suis fait admettre, intégrer. Depuis un an, il y a des changements très nets. Il y a une répression dans le milieu ouvrier et les gens se sont aperçus que ce n'est pas en faisant de la division du racisme qu'on peut avancer».

Rejetés, expulsés, réprimés, à cheval entre deux mondes «On est étranger même à notre pays parce quand on rentre, on ne retrouve pas nos copains, ils sont mariés, partis... On a une autre culture. Je ne suis plus marocain». Ces travailleurs aujourd'hui, exigent qu'on leur rende leur dignité, qu'on les considère comme tous les autres travailleurs et pour cela, ils luttent pour l'unité de la classe ouvrière, pour sa victoire.



Election au Portugal

LES FEUX DU COUCHANT

A deux mois d'intervalle, le résultat des élections présidentielles portugaises semble bouleverser le tableau des forces politiques tel qu'il se présentait à l'issue des dernières législatives. Le plus frappant est la chute du parti révisionniste, qui perd la moitié de ses voix (n'en recueillant plus que 7,8 %). Mais la candidature d'Otelo de Carvalho, qui a réuni sur son nom 16,41 % des électeurs, n'a pas seulement mordu sur le P«C»P ; elle a également puisé dans les voix du parti socialiste, à qui il enlève entre un quart et un tiers de ses électeurs.

A cette montée en fièche électorale de l'extrême gauche, qui soutenait, pour une partie, Carvalho, il faut ajouter le fait que l'amiral Pinheiro de Azevedo a aussi créé une surprise, avec 14,55 % des voix, alors qu'il n'était soutenu par aucun parti, la social démocratie et la droite ayant fait leur unité sur le nom du général Eanes, tête militaire du coup réactionnaire du 25 novembre, élu avec 61,5 % des voix. De ce côté, c'est principalement le parti socialiste qui a perdu des voix, nombre de ses militants, encore aveuglés par le caractère prétendument «de gauche» du parti ne comprenant pas l'alliance passée à cette occasion avec la réaction ouverte.

Du point de vue des projets à court terme de la bourgeoisie portugaise, ce phénomène pourrait avoir des conséquences : il manifeste la division interne au parti socialiste, qui depuis le 25 avril 1974 n'a cessé de se présenter à la fois comme rempart contre «le communisme» incarné par le P«C»P et contre le fascisme. Au moment des choix gouvernementaux, le résultat des élections, en confirmant cette dualité, va contraindre le PS à maintenir sa position : gouverner seul, sans alliance ni d'un côté ni de l'autre. Pouvoir

faible donc, par la fragilité de son assise, et qui pourrait un jour céder la place à une formule où le P.S. aurait fait ouvertement le choix à droite, la réalité de sa politique, de celle du général Eanes avec qui il va partager le pouvoir, le portant de toute façon de ce côté-là.

Mais c'est la campagne menée par «Otelo», l'écho populaire qu'elle a rencontré, la façon dont le candidat envisage aujourd'hui de l'exploiter, qui sont les plus significatifs par rapport à la question des perspectives révolutionnaires au Portugal. Importante adhésion populaire, c'est déjà ce qui se manifestait avant les élections : dans la ceinture industrielle de Lisbonne, où il recueille, par exemple, 44 % des voix à Setubal ; dans le sud agricole, l'Alentejo, où les ouvriers agricoles occupent encore les grands domaines, les résultats sont du même ordre.

Ces zones, ce sont à la fois celles où le parti révisionniste faisait habituellement le plein des voix, et celles où la mobilisation des masses, au cours des longs mois de crise politique qui ont suivi la chute du fascisme, a été la plus puissante. Ainsi se révèle l'ambiguïté que cache ce résultat électoral.

Si Carvalho a recueilli tant de voix, c'est certainement en tant que figure populaire à l'époque des grands mouvements de masses, qui ont secoué la bourgeoisie portugaise. Par le vote pour Carvalho, c'est une sincère aspiration révolutionnaire qui s'exprime. Elle fait la démonstration de l'existence

d'une masse de travailleurs qui pourraient se détacher du révisionnisme.

Cependant, Otelo représente en même temps le souvenir de cette «gauche militaire» déchue dans laquelle le peuple portugais a placé de faux espoirs des mois durant, et qui s'est écroulée d'un seul coup le 25 novembre : c'est à l'ancien commandant du COPCON que les voix sont allées. La preuve en a été fournie dans la préparation même de la candidature, lorsque Carvalho a pu sans difficulté imposer ses conditions à ceux des groupes d'extrême-gauche qui soutenaient sa candidature. En ce sens, si son succès est représentatif des aspirations révolutionnaires, il est en même temps significatif de la fragilité de leurs bases politiques.

MARXISTES LENINISTES ?

Déjà, lors des élections législatives, un prétendu «parti communiste portugais marxiste-léniniste» appelait à voter pour le parti réactionnaire «PPD», au nom de la lutte contre le social-impérialisme. Naturellement, il a cette fois apporté son soutien au candidat réactionnaire Eanes. Cette fois, il a été rejoint par le «Mouvement pour la Reconstruction du Parti du Proletariat (MRPP)». Ces positions de collaboration ouverte déshonorent le nom du marxisme-léninisme.

La faiblesse des révolutionnaires portugais, jusqu'à ce jour, a toujours été de ne pas parvenir à dégager une option révolutionnaire démarquée quant au fond du parti révisionniste. Exposant l'attitude qu'il adoptera à l'avenir à l'égard du P«C»P, Otelo en est venu, sous conditions certes, à évoquer la possibilité d'un front commun avec lui : ainsi, les ambiguïtés fondamentales demeurent. Les élections législatives avaient déjà démontré qu'aucune organisation, porteuse d'un projet révolutionnaire cohérent, n'était en mesure de capitaliser ce courant aspirant à se démarquer du révisionnisme. Plus que d'une vision d'avenir, la campagne de Carvalho apparaît donc comme porteuse des nostalgies du passé. Il ne faudrait cependant pas sous-estimer les difficultés que le phénomène qui s'est ainsi manifesté peut causer à la «remise en ordre» bourgeoise. Déjà, le nouvel élu, Eanes, menace : c'est qu'il craint la résistance, les luttes populaires. A travers ces nouvelles expériences, le prolétariat portugais continuera à forger les conditions de son nouvel élan révolutionnaire.



EANES : l'homme du 25 Novembre

(suite de la page 9) Interview du Secrétariat Politique du PCR (mi)

- Le troisième élément, c'est la nécessité pour notre Parti de se doter d'un véritable organe théorique que sera Front Rouge, qui devra publier le détail des analyses du Parti, et retranscrire l'ensemble de la progression théorique de notre Parti, avec parution tous les deux mois.

Le Congrès a élu un nouveau Comité Central, un Secrétariat Politique, un Secrétaire Général : Comment cela s'inscrit-il dans les acquis du Congrès ?

Le Comité Central est composé d'une nette majorité d'ouvriers, de cadres ouvriers reconnus comme tels par leurs camarades de travail -ce qui est important car il ne suffit pas qu'il y ait une majorité d'ouvriers dans un organisme, il faut encore que cette majorité représente une réalité dans le cours même des luttes.

La décision de former un Secrétariat Politique élu par le Congrès et qui est composé de trois camarades, s'inscrit à la fois dans la perspective liée au mouvement de rectification, de constituer à tous les niveaux des équipes de direction, de ce fait plus solides, et d'autre part à la nature des tâches qui se présentent dans la période.

Ainsi, le fait que le Parti soit engagé aujourd'hui dans trois batailles décisives pour son développement, décisives pour les luttes de la classe ouvrière dans la période, le fait que le Parti soit engagé dans ces trois batailles solidaires, implique un renforcement de la direction, collective, centralisée. Et le Secrétariat Politique élu par le Congrès est bien conforme à la nature des tâches qui sont aujourd'hui celles du Parti. Tâches consistant en la poursuite et en l'enrichissement du

mouvement de rectification à travers un ensemble de réformes qui devraient de façon sensible transformer le PCR. Tâches liées à la constitution du front et qui impliqueront pour notre Parti, en même temps que l'activité de tous les jours, une réflexion en liaison avec la réalité du front, avec la réalité progressive de la constitution de ce front, réflexion particulièrement développée. Troisièmement, le fait que le PCR édite un quotidien, le fait que le PCR dispose d'un système de presse à présent plus complet, impliquent une redéfinition dans le cadre de l'ensemble de ses tâches, du rôle, notamment, du Quotidien du Peuple, et l'ajustement le plus étroit possible de ce qu'est le «Quotidien du Peuple» aux tâches actuelles du Parti.

En conclusion, comment caractériser le deuxième Congrès du PCRmi ?

Le Congrès a été extrêmement riche pour le Parti. Il a aussi été un Congrès de lutte et le fait que ce soit un congrès de lutte ajoute à sa richesse. Toutes les propositions politiques soumises au Congrès ont été étudiées avec un-extrême sérieux, et c'est un congrès qui a présenté cette particularité qu'il a construit son unité progressivement comme nous l'avons signalé au début de cette discussion. Aussi, au lendemain de ce Congrès, nous pouvons dire à la fois que les perspectives dans le mouvement de rectification sont bien plus nettes et que le Parti y est plus fermement engagé, ce qui est un gage certain de son unité, que ses propositions politiques sont à la fois plus complètes et plus concrètes, que ses organismes de direction sont mieux adaptés aux tâches actuelles du Parti.

Pour ces trois raisons ce Congrès est un congrès très positif.

HALTE A L'AGRESSION SYRIENNE AU LIBAN

Au cours des derniers évènements au Liban, qu'ont fait les troupes syriennes, et pourquoi sont-elles intervenues ?

Il est évident que les troupes syriennes qui ont envahi le Liban ne l'ont pas fait pour établir ni l'ordre ni la paix. La raison en est simple, c'était pour mettre le Liban sous influence syrienne ainsi que pour imposer une main-mise sur la Résistance Palestinienne après l'avoir affaiblie ou liquidée en grande partie. Il y a aussi une raison, c'est pour frapper les forces patriotiques et progressistes libanaises qui prennent les armes et, c'est un élément nouveau dans l'histoire de la lutte des masses arabes, s'engagent dans le front large des masses arabes anti-impérialistes, anti-sionistes, et contre les agents de l'impérialisme. Grosso-modo, c'est une main-mise syrienne imposée par la force au Liban. Réellement, on a vu pour cela qu'ils ont utilisé toute une campagne politique calomnieuse. Exemple : le fait de dire qu'ils sont entrés à l'appel de l'OLP, ou deuxième argument, de dire qu'ils sont rentrés pour rétablir l'ordre et arrêter les effusions de sang ; le troisième argument a été de dire que tout ce qui se passe réellement au Liban se déroule entre les forces palestiniennes. Donc ils ont joué sur la division de la Résistance Palestinienne (entre Saïka et Fath) et médité sur la représentativité du peuple palestinien. Ceci sur le plan politique.

Concrètement, au niveau de l'application militaire, tous ces prétextes sont démontés et les syriens montrent la réalité de leur invasion au Liban. Ils ont procédé par un bombardement massif surtout sur les quartiers populaires contrôlés par le mouvement patriotique libanais et les camps palestiniens et même des quartiers où était concentrée une partie de la population libanaise qui avait échappé aux massacres effectués par les forces de droite et les forces isolationnistes (exemple des citoyens du quartier de la Quarantaine).

Tout cela s'est passé en parfaite harmonie avec les attaques et bombardements des forces isolationnistes. Par ces bombardements, ces attaques militaires, ils espéraient faire pression sur nous jusqu'à ce qu'il y ait une reddition ou qu'on accepte le pacte syrien ou les conditions qu'ils imposent. Ce sont les objectifs de ces attaques et de cette invasion syriennes.

Ce qui s'est passé à Saïda, Beyrouth, Tripoli et dans le front des montagnes de Sofar et Bhamdoun témoigne très bien de l'attitude des troupes syriennes à l'égard des forces patriotiques et progressistes, et des forces palestiniennes. Ils n'ont visé que ces forces dans leur invasion.

Si l'on cherche ce qu'il y a derrière cette attaque et cette entrée des troupes syriennes : actuellement au Proche Orient, l'impérialisme se heurte à une grande difficulté pour

Interview d'un Responsable du Bureau de l'OLP à PARIS

INTERVIEW RÉALISÉ LE 26 JUIN 76

appliquer ses solutions. La résistance palestinienne forte des masses palestiniennes organisées et du soutien direct, de la participation des masses arabes à travers leurs partis patriotiques et progressistes (et surtout au Liban), forte du soutien des forces progressistes et révolutionnaires dans le monde constitue en effet une force déterminante et indépendante dans la région, par sa lutte anti-impérialiste, anti-sioniste et pour la réalisation des aspirations du peuple Palestinien, à savoir le droit à libérer sa terre et à la création d'une nouvelle société de demain sur l'ensemble de la Palestine.

Les Américains ont tout essayé dans la région mais se sont heurtés à un grand obstacle. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre l'intervention syrienne pour imposer des solutions impérialistes. Sitôt les forces syriennes entrées au Liban, on a commencé, aux États-Unis à entendre des déclarations presque officielles qui disaient que le moment était venu pour la réalisation d'une solution globale au Proche-Orient. On voit que, d'un côté, les Syriens sont en parfaite coordination politico-militaire avec les Jordaniens ; de l'autre, la tentative d'imposer la main-mise syrienne sur le Liban et par conséquent sur les Palestiniens, vise à amener une solution globale avec «Israël» pour qu'une partie de la Palestine soit cédée à une espèce de confédération syro-jordanienne, sous une direction fantoche imposée par les Syriens au peuple palestinien. Les exemples sont clairs : ils voulaient jouer sur une non-crédibilité de l'OLP ou sur la division entre forces palestiniennes ou entre forces palestiniennes et forces progressistes. Voilà ce qu'il y avait derrière. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre la crise libanaise.

On a tout de suite rapproché ces événements de ceux de Septembre Noir en 1970. Quelles sont les différences entre les deux situations ?

En effet, juin au Liban, malgré toutes les atrocités et attaques féroces qui ont eu lieu récemment du fait des troupes syriennes qui ont engagé plus de 20 000 soldats et 400 chars au Liban, mis à part ce qu'ont fait avant les forces isolationnistes avec des armes venant de l'étranger, des impérialistes, malgré cela, pourquoi dit-on que juin ne peut ressembler à Septembre 70 en Jordanie ?

C'est vrai que les peuples palestinien et libanais ont beaucoup sacrifié et peut-être que le chiffre est beaucoup plus élevé que celui de Septembre 70, mais les données et les réalités ont beaucoup changé depuis 70.

Premièrement, notre Révolution s'est développée à plusieurs niveaux : militairement, notre capacité à l'extérieur comme à l'intérieur s'est développée, et avec nos fusils, nous avons pu mener des opérations militaires plus importantes et plus fortes à l'intérieur de notre terre occupée. Les masses palestiniennes sont de plus en plus organisées, un grand nombre de révoltes, de soulèvements populaires ont eu lieu en Palestine occupée, et le grand soulèvement déclenché en novembre 75 continue jusqu'à maintenant, malgré des dizaines de martyrs, des centaines de blessés et des milliers de détenus ; notre peuple a franchi une étape en avant dans sa lutte contre l'impérialisme, le sionisme et leurs agents dans la région.

Notre peuple a renforcé son unité autour de sa direction l'OLP, seul représentant légitime.

Des victoires politiques, diplomatiques ont été réalisées sur la scène arabe et internationale : concrètement, les décisions de Rabat en 74, l'ONU et tout ce qui s'en est suivi dans toutes les instances internationales. Les pressions, grâce à notre lutte, grâce au soutien des masses arabes et des forces révolutionnaires et progressistes dans le monde, font que nous sommes plus forts qu'avant. Les forces des mouvements de libération nationale arabes ont aussi fait un pas en avant. Si on parle concrètement du Liban, les forces patriotiques et progressistes libanaises ont franchi aussi un

Manifestation à Paris contre l'agression syrienne au Liban



pas dans la lutte contre les agents de l'impérialisme et elles ont pu réaliser encore plus leur unité; leurs coups deviennent encore plus actifs et efficaces contre les agents de l'impérialisme. Tout cela s'est concrétisé récemment par un commandement unifié entre les forces de la résistance Palestinienne et les forces patriotiques et progressistes, et ça, c'est une étape très importante dans la lutte des masses arabes. C'est la première alliance de marque du mouvement de libération nationale palestinien et des forces du peuple libanais à travers leurs représentants progressistes et patriotiques. Cela va rester une date historique dans la lutte des masses arabes.

Naturellement, ce n'est qu'un début, et nous nous attendons à ce que notre peuple, les peuples arabes avancent et développent leurs luttes de plus en plus. Ainsi, cette direction unifiée était une réponse à toutes les calomnies sur la division de la Résistance Palestinienne ou sur la crédibilité de telle ou telle force patriotique et progressiste libanaise. Cela a donné une réalité concrète sur le terrain: les batailles de Saïda où les masses palestiniennes et libanaises ont résisté courageusement malgré les bombardements féroces des canons et des tanks et elles ont pu riposter aux attaques des colonnes blindées syriennes. Ainsi à Beyrouth, les forces qui étaient stationnées à Khaldia, n'ont pu avancer, bien au contraire, elles étaient cernées dans les derniers jours de la bataille aux alentours de l'aéroport, sur le front des montagnes à Bhamdoun, à Sofar, et elles ont stationné là-bas jusqu'à maintenant. C'est le même cas encore à Tripoli. C'est vrai qu'ils ont profité de l'engagement des batailles dans le nord et dans le centre, à Beyrouth ou à Saïda, pour essayer d'occuper quelques localités dans la zone d'Arkoub. On doit tirer une leçon de tout cela, de septembre et de juin.

Nous disons aux Syriens, après la riposte de la Résistance et des masses libanaises qui a stoppé les premières vagues d'attaques, devant la détermination de ces masses face à cet appareil, face au matériel sophistiqué des troupes syriennes, nous leur disons de renoncer à appliquer les plans impérialistes, de revenir en arrière et de se rallier aux masses pour répondre aux aspirations des larges masses du peuple syrien qui aspire à la libération de sa terre dans le Golan et à participer à la bataille anti-impérialiste, anti-sioniste et contre les agents de l'impérialisme, nous leur demandons de ne pas être un instrument qui fait le jeu de l'impérialisme.

Nous disons que nous sommes avec la Syrie qui doit être forte pour récupérer sa terre usurpée par Israël. Nous sommes avec la Syrie pour qu'elle participe à la bataille anti-impérialiste et anti-sioniste, mais nous sommes prêts à nous défendre pour qu'une tendance en Syrie, qui est loin de représenter la Syrie, arrête de fomenter ses complots.

En tant que mouvement de libération nationale dont la politique et les objectifs sont la libération de notre pays usurpé, nous disons que le seul moyen c'est la mobilisation de l'ensemble des masses palestiniennes, la lutte les armes à la main et aussi la lutte des masses et la lutte politique, c'est à dire la guerre populaire. C'est le seul moyen pour réaliser l'objectif et les aspirations du peuple palestinien. C'est pour cela que notre alliance stratégique, fondamentale, se fait avec les masses arabes et aussi, naturellement, avec leurs organisations patriotiques, progressistes et révolutionnaires.

A propos des masses syriennes, il faut leur rendre hommage pour leur refus du complot. Il faut citer le déroulement récent d'une mutinerie près de Damas et d'une autre à Masnaa.

Les forces patriotiques et progressistes libanaises ont franchi un pas dans la lutte contre les agents de l'impérialisme comme Gemayel (ci-dessous), chef des phalanges fascistes.



Vu la nature des régimes arabes, comment l'OLP conçoit-elle ses rapports avec eux ?

En ce qui concerne les régimes arabes, en effet, certains régimes ont montré plusieurs fois un visage de soutien et, à un moment donné, ils marquent un arrêt et marchent en arrière, ils se mettent à prendre des initiatives contre notre peuple et contre notre révolution.

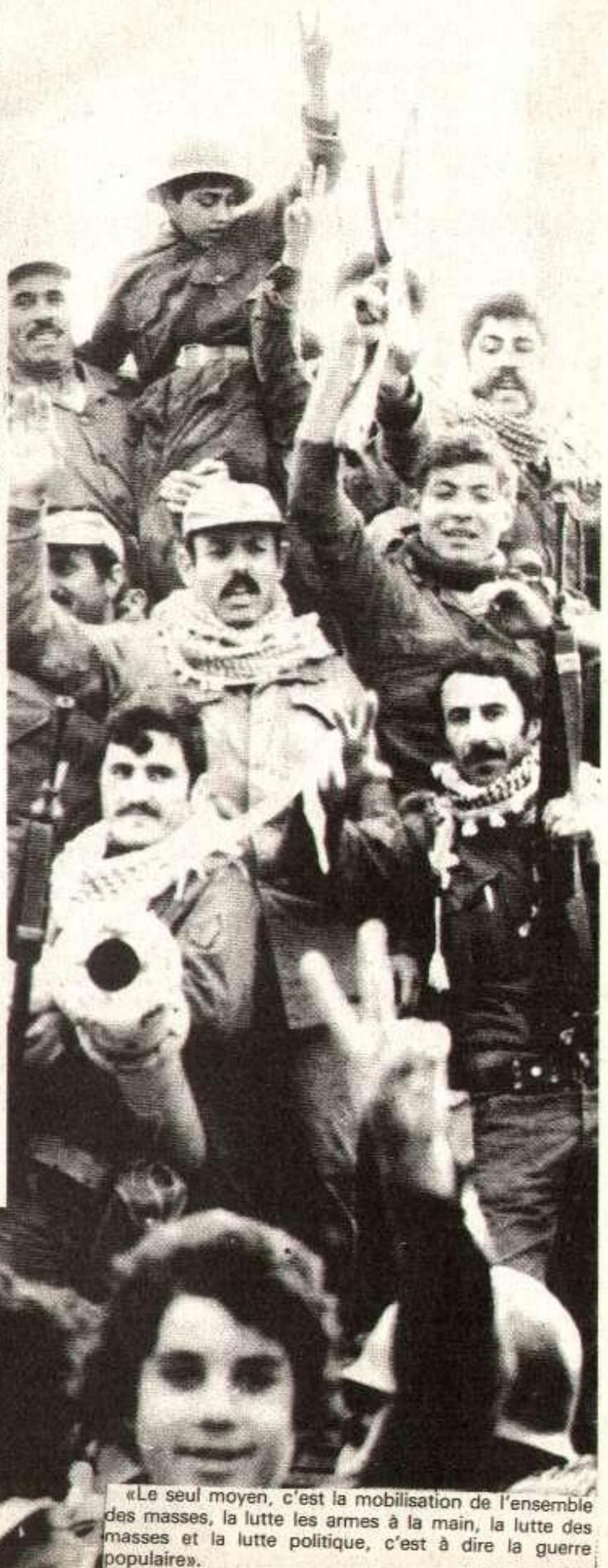
Pour cette raison, nous comptons essentiellement sur les mouvements de libération nationale arabes, sur les masses arabes, et nous jugeons tous les régimes arabes sur leur attitude par rapport à la révolution palestinienne, par rapport aux aspirations du peuple palestinien.

Nous ne visons pas à changer tel ou tel régime arabe. C'est la tâche des mouvements de libération nationale arabes dans chaque pays, de chaque peuple d'imposer le régime qui représente ses aspirations. Quant à nous, nous jugeons chaque régime sur son attitude par rapport à la lutte, aux aspirations du peuple palestinien, dans la lutte anti-impérialiste, anti-sioniste et anti-agents de l'impérialisme ; et quand un régime prend des mesures contre notre peuple et contre notre lutte, nous ne manquons pas de nous opposer avec toutes nos forces, pour faire face à toutes les tentatives de complot.

Notre position a toujours été claire par rapport au Liban. Nous répétons que nous sommes pour l'intégrité territoriale, l'indépendance et la souveraineté du Liban. Nous n'avons aucune visée au Liban. Nous sommes, au Liban, victimes d'un complot impérialiste et sioniste. Nous nous trouvons au Liban, nous luttons pour récupérer nos droits en Palestine. Nous croyons que la solution à la crise libanaise doit être libanaise, trouvée par les Libanais.

Et les casques verts ?

Au moment où la Syrie a commencé à procéder toute seule à ses tentatives de main-mise sur le Liban, nous avons demandé avec vigueur la réunion des ministres des Affaires Etrangères arabes. Au Caire, ils ont pris des mesures pour la réalisation d'une force de sécurité arabe qui vienne au Liban pour faire observer les cessez-le-feu et pour aider à la réalisation de la solution libanaise à la crise libanaise. Cette force devait être, avec la participation de plusieurs pays arabes, une force symbolique, sans char, sans avion ; les soldats auraient seulement des armes personnelles. La participation de la Syrie était comprise. Cette force avait la tâche de laisser une porte de sortie à la Syrie, pour qu'il n'y ait donc pas une main mise syrienne au Liban, et pour assurer une non-ingérence dans les affaires des Libanais, pour que les Libanais puissent trouver une solution à cette crise.



«Le seul moyen, c'est la mobilisation de l'ensemble des masses, la lutte les armes à la main, la lutte des masses et la lutte politique, c'est à dire la guerre populaire».

DANS LA LUTTE CONTRE LE RÉVISIONNISME

le film chinois



RUPTURE

Le film Rupture, sorti au début de l'année, raconte l'histoire imaginaire d'une lutte sur le terrain de l'enseignement, censée se passer en 1958. Lutte qui ne manque pourtant pas d'une profonde actualité.

Suivant la directive du Président Mao «L'éducation doit être mise au service de la politique du prolétariat et être combinée avec un travail productif», un ancien bouvier Long, formé à l'école de Yen-an, est chargé de créer un institut agronomique d'un type nouveau, l'école supérieure communiste du travail du Kiangsi. L'histoire de cette école, c'est l'histoire des ruptures successives avec l'ancien modèle révisionniste en matière d'éducation.

Cela commence avec l'emplacement de l'institut : contre le vice-recteur Tsao qui veut l'installer dans une grande ville, le recteur Long décide de l'établir dans la montagne, là où vivent les paysans pauvres.

La contradiction se porte ensuite sur la question du recrutement : Long arrive lors d'une séance de sélection fondée sur la quantité des connaissances. Il annonce le nouveau critère : «La première condition pour entrer à l'institut, c'est d'être un travailleur», désigné comme membre du jury le délégué des paysans pauvres. Ainsi sont admis une mère de famille, proposée par la commune populaire, un bouvier, un forgeron.

Il ne s'agit pas seulement d'un changement de la composition sociale : ces étudiants restent avant tout des travailleurs ; s'ils veulent apprendre, c'est pour mieux participer à la production, à la construction du socialisme : l'un veut savoir réparer les tracteurs dont la commune a besoin, l'autre veut faire progresser la culture du riz dans sa brigade.

La rupture s'impose aussi dans le contenu des cours : l'enseignement

suivait sa logique propre, coupée de la vie des masses, coupée de la production ; ainsi, les cours sur la culture du riz étaient à l'inverse des saisons : le cours sur les semences pendant la moisson, le cours sur la moisson au moment des semences. Résultat : le riz semé par les étudiants a pourri en terre.

Le principe qui règne, le vice-recteur Tsao l'énonce : «Notre école n'est ni une ferme d'Etat, ni une brigade de production ! » Des élèves s'insurgent : apparaît un dazibao, critiquant cet enseignement coupé de la vie, des besoins des travailleurs. Le mouvement de critique va se développer : un vieux paysan trace l'orientation : prenant deux mottes de terre, de couleurs différentes symbolisant l'enseignement et la production, il les mélange, montrant la nécessité de fusionner les deux éléments. Elèves et professeurs transforment le programme d'enseignement, le lient aux besoins de l'agriculture, proposent de faire les cours en plein champ.

Ainsi, à travers ces luttes successives, se précisent les deux lignes en présence ; celle du recteur Long qui tend à former des travailleurs cultivés, à mettre l'éducation au service des masses, au service de la révolution ; la ligne révisionniste prônée par le vice-recteur Tsao qui refuse l'entrée de l'institut aux paysans pauvres et ouvriers, isole l'enseignement de la production, de la lutte de classes ; cette ligne fait oublier leur origine de classe aux ouvriers et paysans ; elle vise à constituer une élite formée en chambre, qui se place au dessus du peuple et recherche ses intérêts propres ; elle forme une nouvelle bourgeoisie.

La lutte entre ces deux lignes au sein de l'institut va faire avancer l'orientation révolutionnaire de façon décisive. Lorsque un groupe d'étudiants est renvoyé par Tsao pour avoir aidé les paysans à sauver une récolte au lieu de passer un examen, c'est la commune populaire qui demande leur réintégration. Ainsi, l'unité des étudiants et des paysans s'est renforcée.

C'est cette unité qui va permettre de repousser les mesures de Liou Chao Chi imposées par l'administration, de montrer qu'elles conduisent au rétablissement du capitalisme.

C'est cette unité qui va empêcher les révisionnistes d'exclure Long du Parti Communiste et de fermer l'institut.

La date de 1958 à laquelle est située l'histoire ne trompe pas. En fait, ce film s'inscrit directement dans la lutte menée par le Parti Communiste Chinois contre le déviationnisme de droite et en montre concrètement le danger dans l'enseignement : la constitution d'une nouvelle bourgeoisie qui menace de l'intérieur le pouvoir du prolétariat. Mettant en valeur tous les acquis de la Révolution Culturelle sur ce terrain, il trace la voie à suivre, celle qui permettra à la nouvelle génération de continuer la révolution, celle qui renforce le pouvoir des ouvriers et des paysans dans tous les domaines.

la lutte de classes
dans la nouvelle littérature chinoise :

' LES ENFANTS DE XISHA '

Haoran

Les enfants de Xisha, ce sont ces pêcheurs des îles du Sud de la Chine : les Paracels. L'action se passe en 1942, au moment où les Japonais tentent d'occuper les îles Xisha pour en faire des bases d'agression contre le continent. Vaine tentative face à un peuple de pêcheurs pour qui toute la vie est lutte.

Lutte de Trésor, la fille de Cheng Liang - ainsi commence le roman - pour naître et vivre, alors que la tempête secoue le bateau, que le défaitisme de certains condamne ou la mère ou l'enfant à la mort ; lutte de son père contre les idées réactionnaires ; l'enfant qui naît est une fille : « cette petite vermine femelle, pourquoi ne pas l'avoir jetée à la mer » demande « Dent de Requin », le seigneur de l'île. « Une fille, lui rétorque Cheng Liang, pour nous, est aussi une graine de la nouvelle génération ! » Lutte de chaque pêcheur pour soustraire son petit bateau aux convoitises du seigneur qui a le monopole de la pêche. Lutte pour arracher à la mer chaque jour, leur seule nourriture et leur seule paie : le poisson.

Lutte et unité avec la nature exubérante, de ces îles, avec la mer ; tout le roman de Haoran est imprégné de cette double impression de lutte farouche et de poésie. « Son front large, dit l'auteur, de Cheng Liang, ses sourcils denses, ses yeux enfoncés un peu dans l'orbite et sa bouche serrée lui donnent un air indéfinissable qui n'exprime ni joie ni tristesse, mais une sévérité inflexible, tel un rocher debout au milieu des marées qui ne cessent de le frapper sans l'effriter ; il a la profondeur de la mer gonflée d'immenses vagues

qui s'élèvent et s'abaissent sans cesse. Cette expression-là, un homme ne peut l'avoir qu'au moment où il a déjà pris une résolution après une longue hésitation torturante ».

Cheng Liang est un de ces pêcheurs, plein de haine pour les « loups et les chacals », confiants dans l'avenir des pauvres, qui « leur tiendront la tête » et connaîtront, « après la nuit noire, le jour plein de lumière ». Son histoire, c'est celle de sa prise de conscience politique, de sa participation toujours plus déterminée à la lutte révolutionnaire. De son attentat manqué contre Dent de Requin, laquais des Japonais qui a poussé la femme de Cheng Liang à se donner la mort, à la lutte victorieuse contre la mainmise japonaise, cette haine instinctive du pêcheur pauvre contre le seigneur devient volonté de lutte de classe. Conscience encore obscure, quand, ayant entendu parler des succès de « l'Armée Rouge » (l'Armée Populaire de Libération), il part à sa recherche sur la mer... Le tournant décisif, un vieux pêcheur retiré sur une île le lui fait franchir : membre du Parti Communiste, il est agent de liaison, fournit les armes entreposées sur l'île et les poissons qu'il pêche à l'Armée Rouge. Mission après mission, Cheng Liang découvre que de

nombreux pêcheurs sont eux aussi communistes, participent à la lutte. Pêcheur pauvre comme les autres membres du Parti, Cheng Liang est aussi exemplaire ; volontaire, détournant par son habileté et sa fermeté les soupçons des Japonais, suscitant les contradictions entre les ennemis pour les empêcher de s'installer dans l'île, prenant la tête de l'attaque contre le bateau de Dent de Requin en fuite... Communiste, Cheng Liang l'est aussi dans l'éducation qu'il donne à sa fille : fille de tous ces combattants qui font halte dans l'île, elle comprend pourquoi son père part, pourquoi elle doit se cacher et ne pas faire de feu quand les Japonais approchent.

• Cheng Liang, le vieux pêcheur, le dirigeant du Parti, surnommé « le Semeur de Feu », les enfants Trésor et Ahai sont tous des gens du peuple - comme l'auteur de ce roman -, Haoran. La beauté de ces îles luxuriantes, la mer à la fois source de vie et de danger permanent donnent à ces personnages leur vraisemblance : confiants dans l'avenir de leur classe, dans la victoire sur les exploités et les envahisseurs, comme ils sont confiants dans la mer qu'ils combattent pour vivre.

« Les enfants de Xisha » - Haoran
Editions Alfred Eibel- 30 F

Par l'auteur :

MA PLUME AU SERVICE DU PROLETARIAT

Haoran



Recueil de conférences prononcées par Haoran, ce livre montre pourquoi, paysan pauvre devenu écrivain parmi des milliers d'autres, Haoran est en Chine, un exemple, un exemple de ce que peut être un romancier socialiste, issu du peuple, en prise sur la lutte de classes.

« Vous allez me dire : soit, la vie du peuple, ses luttes sont la source, mais comment établir un contact avec cette vie ? J'ai en gros six façons de procéder : 1/ se lancer soi-même dans la pratique ; par exemple, partir quelque temps à la campagne et transformer avec les paysans le monde objectif en même temps que son propre monde subjectif... Suffit-il de s'établir quelque temps à la campagne, de dormir sur le « kang » pour ne faire qu'un avec les idées et les sentiments des paysans ? Que non ! Ce serait un établissement plutôt superficiel ! Et d'ailleurs certains de nos écrivains se comportent ainsi... Il est assez difficile de se débarrasser de ses grands airs d'écrivain. Il ne suffit pas de faire de grandes déclarations du genre « je viens me rééduquer auprès de vous, encore faut-il participer réellement à la vie des gens. J'ai alors décidé d'y aller carrément, et j'ai vu défiler devant moi toute la commune ! Du matin au soir, les membres de la commune m'apportaient toutes sortes de choses à écrire : discours, textes de critique etc... Et je compris peu à peu la

portée de cette activité : en écrivant les textes de critique, j'apprenais comment le village avait lutté contre le révisionnisme ; en écrivant les lettres, j'en arrivais à connaître les gens... Il fallait avant tout perdre ses grands airs pour pénétrer la vie de ce village. Certes, ce n'est pas parce qu'on l'a comprise qu'on pourra automatiquement bien la rendre dans un roman, d'autres facteurs entrent en ligne de compte : la généralisation, la recherche de ce qui a valeur d'exemple, le pouvoir d'expression des mots ; mais ce qui est sûr, c'est que l'on ne pourra pas bien représenter une chose si on ne l'a pas bien comprise.

2/ Constituer des « bases d'appui prolongées » ; ce sont par exemple des villages des environs avec lesquels j'entretiens des rapports constants et réguliers, pour certains depuis plus de vingt ans. J'arrive ainsi à « vivre » au sein de plusieurs familles et à voir la naissance des nouvelles générations...

Une « base d'appui prolongée » ne vous fournira pas obligatoirement la

pratique à partir de laquelle vous pourriez entreprendre la création ponctuelle, immédiate d'un roman ou d'une histoire, mais elle peut constituer ce à partir de quoi vous pourrez cerner la loi du développement de la vie et de ses luttes...

3/ Les reportages, les visites... Même pour une visite d'une journée, le point essentiel est sur le plan idéologique de ne pas se comporter en invité, mais en membre à part entière de la collectivité que l'on visite.

4/ Se préoccuper des grandes affaires du pays, écouter des rapports, lire des journaux, des documents et ainsi accumuler de façon prolongée des éléments de la vie...

5/ Etudier la langue des masses. C'est en parlant la même langue que l'on a les mêmes sentiments...

Voici mes deux méthodes pour y arriver :

* Prendre en notes dans un carnet les expressions les plus exactes, les plus typiques, les plus savoureuses ; mais je pense qu'il n'est pas question pour un écrivain de se servir de

ce carnet comme d'un dictionnaire ; pour ma part, je note également dans quelles conditions, dans quelle atmosphère, dans quel cadre l'expression a été prononcée et par qui elle l'a été...

* Utiliser la langue des masses elle-même dans les conversations de tous les jours. Quand je discute avec les paysans, j'utilise la langue des paysans ; avec les vieilles grands mères, la langue des vieilles grands mères ; avec les jeunes, la langue des jeunes...

Qu'appelle-t-on finalement « vivre » pleinement une chose ? On peut ne peut dire avoir pleinement vécu une chose que si l'on en a une complète connaissance, que si l'on a saisi ce qui en est le moteur. C'est là un point idéologique, théorique que j'ai compris depuis la Grande Révolution Culturelle.

« Ma plume au service du prolétariat ». Haoran.
Editions Alfred Eibel-12 f

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste - léniniste)

Nom

Profession

Adresse

envoyez à Front Rouge
BP 161
75864 Paris cédex 18

ABONNEZ-VOUS A FRONT ROUGE Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste)

POUR LA FRANCE	PLI NORMAL	PLI FERMÉ
6 mois	30 F	50 F
1 AN	50 F	100 F
LE NUMERO	5 F	

POUR L'ÉTRANGER
ÉCRIRE A LA REVUE QUI FOURNIRA LE TARIF

Nom

Profession

Adresse

envoyez à Front Rouge
BP 161
75864 Paris cédex 18
CCP 31 191 14 La Source

ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

1 AN 250F	6 MOIS 150F	3 MOIS 80F	1 MOIS 30F
-----------	-------------	------------	------------

Nom

Profession

Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225
75924 Paris cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris

PASSEZ VOS COMMANDES
A
FRONT ROUGE BP 68 75019 PARIS

Joindre 12 F + 3 F de port

TEXTES et DOCUMENTS
issus du
DEUXIEME CONGRES
(juin 1976)



**PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE**
marxiste-leniniste

front rouge

The logo for Front Rouge, featuring the word "front" in a bold, lowercase sans-serif font, followed by "rouge" in a similar font. A stylized hammer and sickle symbol is superimposed over the "rouge" part of the text. The hammer is positioned vertically, and the sickle is curved over it.